

The logo for GRETE, consisting of the word "GRET" in a white, bold, sans-serif font on a red rectangular background.

**GRET**

The GRETE mission statement in French, "FAÇONNONS UN MONDE JUSTE ET DURABLE", with a red arrow pointing to the right.

**FAÇONNONS  
UN MONDE JUSTE  
ET DURABLE**

The title "RAPPORT ANNUEL" in a large, white, bold, sans-serif font, positioned over a teal background with a red brushstroke effect.

**RAPPORT  
ANNUEL**

The year "2024" in a white, bold, sans-serif font, positioned below the title on a teal background with a red brushstroke effect.

**2024**

# Contacts

---

## BUREAUX DE REPRÉSENTATION

### GRET BURKINA FASO

Bureau de représentation à Ouagadougou  
Tél. +226 25 36 10 65  
burkina@gret.org

### GRET CAMBODGE

Bureau de représentation à Phnom Penh  
Tél. +855 23 220 259  
cambodia@gret.org

### GRET CONGO

Bureau de représentation à Brazzaville  
Tél. +242 226 127 858 / +242 057 189 976  
congo@gret.org

### GRET GUINÉE

Bureau de représentation à Conakry  
Tél. +224 626 26 00 03  
guinee@gret.org

### GRET HAÏTI

Bureau de représentation à Port-au-Prince  
Tél. +509 29 40 25 44  
haiti@gret.org

### GRET LAOS

Bureau de représentation à Vientiane  
Tél. +856 21 45 41 98  
laos@gret.org

### GRET MADAGASCAR

Bureau de représentation à Antananarivo  
Tél. +261 32 07 008 08  
madagascar@gret.org

### GRET MAURITANIE

Bureau de représentation à Nouakchott  
Tél. +222 45 25 84 96  
mauritanie@gret.org

### GRET MYANMAR

Bureau de représentation à Yangon  
Tél. +95 (1) 8667 286 / +95 (9) 882 774 675  
myanmar@gret.org

### GRET NIGER

Bureau de représentation à Niamey  
Tél. +227 96 14 18 38  
niger@gret.org

### GRET RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

Bureau de représentation à Kinshasa  
Tél. +243 99 56 94 138  
rdc@gret.org

### GRET SÉNÉGAL

Bureau de représentation à Dakar  
Tél. +221 33 849 35 97  
senegal@gret.org

### GRET TOGO

Bureau de représentation à Lomé  
Tél. +228 90 70 61 89  
togo@gret.org

### GRET VIETNAM

Bureau de représentation à Hanoï  
Tél. +84 38 46 44 91  
vietnam@gret.org

## EN FRANCE

### GRET

Campus du Jardin d'agronomie tropicale de Paris  
45 bis avenue de la Belle Gabrielle  
94736 Nogent-sur-Marne Cedex, France  
Tél. +33 (0)1 70 91 92 00  
gret@gret.org

**Coordination** : Karine Appy (Gret)

**Conception graphique et réalisation** : Hélène Gay (Gret)

Imprimé sur papier recyclé par ISIPRINT, juillet 2025.

*Crédits photos : Gret (sauf mention spéciale).*

*Photo de couverture : Étape de la Caravane de l'eau au cœur du marché de Ngaye Mékhé, dans la région de Thiès au Sénégal (projet Girel). © Alassane Koringho Sagna / Gret*



## SOMMAIRE

- [2](#) Éditorial
- [3](#) Présentation
- [4](#) Panorama
- [6](#) Actualités
- [10](#) Grand angle
- [12](#) 10 ans après...
- [14](#) Changement d'échelle
- [16](#) Le Gret et la recherche
- [18](#) Paru aux Éditions du Gret

### 21 NOS THÉMATIQUES

- [22](#) Des ressources naturelles gérées collectivement
- [24](#) Un accès universel à des services essentiels
- [26](#) Des villes résilientes et citoyennes
- [28](#) Accompagner les jeunes à s'insérer dans la société
- [30](#) Une alimentation saine et des soins de qualité
- [32](#) Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- [34](#) Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- [36](#) Thématiques transversales

### 39 NOTRE ORGANISATION

- [40](#) Une gouvernance déconcentrée
- [41](#) Une équipe internationale et soudée
- [42](#) Notre budget
- [44](#) Le fonds d'appui du Gret
- [46](#) Différentes façons de soutenir le Gret

- [50](#) Productions du Gret en 2024
- [55](#) Liste des sigles

↑ Jeune agricultrice accompagnée dans le cadre du projet Esypa dans la province de Siem Reap au Cambodge.



Nous avons cru que les années Covid et les effets des graves crises politiques impactant nos pays d'intervention étaient maintenant à peu près surmontés et que le Gret allait pouvoir retrouver un équilibre économique, tout en maintenant son action de long terme. Sa résilience fut permise par la mobilisation accrue de l'ensemble des collègues que je tiens ici à remercier pour tous les efforts menés.

Mais hélas, nous devons aujourd'hui faire face aux lourds effets des contraintes budgétaires françaises et européennes qui frappent tout l'écosystème de la politique publique de l'aide au développement. Non seulement les projets, les partenariats, les investissements peuvent être remis en cause, mais les organisations sont menacées elles-mêmes dans leurs ressources humaines et leurs compétences, et certaines craignent pour leur pérennité. C'est une grave atteinte à un secteur d'excellence, dont le Gret se targue d'être un des acteurs incontournables à l'international.

À l'heure où nous publions ce rapport, une autre menace venue d'Outre-Atlantique cette fois, vient balayer nos certitudes tel un tsunami. Nombre de nos partenaires des Suds voient déjà leurs existences menacées du fait de la disparition des budgets de l'aide américaine et s'inquiètent de la montée, partout, de forces anti-démocratiques qui combattent la légitimité de la société civile dont le rôle est déterminant pour le développement durable et la paix. Or, c'est aussi la mission du Gret que d'aider au renforcement d'acteurs locaux. C'est avec eux que germent les projets et les programmes de long terme qui constituent les bases des politiques publiques locales : eau, assainissement, énergie, alimentation, gestion des ressources naturelles, nutrition infantile, protection sociale, gestion des villes, etc.

Alors il faut agir. Et l'année 2024 a été riche en résultats. Le Gret a poursuivi l'évolution de sa gouvernance, donnant un rôle accru aux équipes de terrain. Il a confirmé ses priorités en matière



de transition écologique. Il a, aussi, mieux communiqué sur ses actions. Il a poursuivi de façon déterminée ses partenariats de recherche, de solidarité, de compétences. Son alliance avec Agronomes et vétérinaires sans frontières (AVSF) donne des fruits concrets.

Pour mieux faire face aux risques, le Gret élargit ses interventions à d'autres pays. En Afrique de l'Ouest, il développe une action régionale. En Asie du Sud-Est, son bureau régional a démontré l'intérêt de se rapprocher du terrain pour une gestion collective des représentations du Gret. En Amérique latine, de nombreuses expertises viennent confirmer l'intérêt de cette ouverture. En Tunisie, nous retrouvons un ancien partenaire.

Le Gret continue aussi à donner la priorité à la diversification de ses financements. En direction des Fondations et des ressources privées, d'importantes avancées ont pu être engrangées. Un grand tournant a été acquis avec la décision de lancer la collecte vers le grand public, qui verra le Gret s'affirmer encore plus comme un vecteur efficace de projets concrets. C'est une révolution pour notre organisation qui avait pu croire qu'elle était relativement protégée des aléas financiers. Il apparaît aujourd'hui que si elle veut continuer à rester performante et disposer des moyens lui permettant de poursuivre ses capacités de recherche et de développement, de progresser dans l'élaboration de solutions pertinentes, il lui faut trouver des moyens nouveaux, plus stables.

Nous sommes toutes et tous appelés à « façonner un monde juste et durable » avec vous, qui lisez cet édito. Rejoignez-nous, apportez votre soutien intellectuel, politique, financier à la mission du Gret. C'est un pari gagnant que démontre presque 50 années d'expertise, d'innovations, de partenariats et d'engagements, portés par l'ensemble de ses salariées et salariés.

Henry de Cazotte, Président du Gret



# LE GRET EST UNE ORGANISATION DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DONT LA MISSION EST D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS LES PLUS VULNÉRABLES ET DE PROMOUVOIR LA JUSTICE SOCIALE, TOUT EN PRÉSERVANT L'ENVIRONNEMENT.

**C**réé en 1976, le Gret est désormais **présent dans plus d'une vingtaine de pays**, en Afrique, en Asie et en Amérique latine. Ses actions, issues d'implantations longues et durables dans ses pays d'intervention, reposent sur une démarche de co-construction avec les communautés et sur la création de **liens durables avec un vaste réseau de partenaires** représentant les sociétés civiles, les autorités publiques, les acteurs économiques locaux et le monde de la recherche.

En partageant ses expériences et connaissances, le Gret contribue également à **faire évoluer les politiques et pratiques de développement**.



↑ Étude menée par le Gret sur le projet « Un logement digne pour toutes et tous ! » à Madagascar.

Reconnu d'intérêt général en France, le Gret bénéficie aussi d'une accréditation auprès d'ECHO, le service de la Commission européenne dédié à la protection civile et aux opérations d'aide humanitaire.

## LES ACTIONS DU GRET VISENT À :



RENDRE LES SOCIÉTÉS ET LES ÉCOSYSTÈMES PLUS **RÉSILIENTS** FACE AUX CHOCs CLIMATIQUES, SOCIAUX OU ÉCONOMIQUES



LUTTER POUR LA DIGNITÉ DE TOUTES ET TOUS, À TRAVERS PLUS DE **JUSTICE SOCIALE**



ENCOURAGER CHACUN·E À PASSER À L'**ACTION** POUR FAÇONNER UN MONDE PLUS **SOLIDAIRE**

## LES SPÉCIFICITÉS DU GRET

L'action du Gret s'inscrit dans **une stratégie partenariale** construite sur la durée, qui passe par le renforcement d'acteurs des territoires et l'animation de collectifs et de réseaux aux niveaux local, national et international. Il contribue également à la gouvernance de structures partenaires, et notamment : Coordination SUD, le Groupe initiatives, la Coalition Eau, le CFSI, Cicle, la Cité du développement durable.

Véritable **laboratoire de développement**, le Gret innove en capitalisant sur ses expériences, à travers un processus permanent de recherche-action. Ses projets de recherche appliquée lui permettent de tester des solutions à l'échelle locale, pour les adapter ensuite à plus grande échelle.

Le Gret **renforce le tissu économique local** pour répondre aux besoins essentiels des populations. À ce titre, il est sociétaire ou actionnaire dans des entreprises de l'économie sociale et solidaire qu'il a contribué à créer, à l'image de Nutri'zaza qui lutte contre la malnutrition à Madagascar.

**Acteur de la transition écologique**, le Gret se mobilise face à l'accélération du changement climatique et s'engage pour la préservation de la biodiversité. Sur les terrains, ses actions allient protection de l'environnement et lutte contre les inégalités et la pauvreté.

Dans ses interventions comme dans son fonctionnement interne, il prône **l'égalité de genre et la participation démocratique**. ■

→ TOUTE L'INFORMATION SUR LE GRET : [gret.org](https://gret.org)

**28**  
PAYS D'INTERVENTION

DONT

**14**  
PAYS DE REPRÉSENTATION

Burkina Faso, Cambodge, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Niger, République du Congo, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo, Vietnam

- Pays d'intervention
- Pays de représentation



**762** SALARIÉ·E·S



BUDGET DE  
**41** millions d'euros



**245** INTERVENTIONS EN 2024

- 149 projets de terrain
- 71 études et expertises
- 25 activités d'animation et de formation



DES ACTIONS EN PARTENARIAT AVEC :

- + de 110 partenaires opérationnels
- + de 90 partenaires financiers



**29** NOUVELLES RÉFÉRENCES

(ouvrages, rapports d'expertise, documents techniques, etc.)



**48** ÉVÈNEMENTS

(colloques, ateliers, etc.)



**36** FORMATIONS ACADÉMIQUES

### NOS THÉMATIQUES

- Ressources naturelles
- Services essentiels locaux
- Villes et habitats
- Insertion et emploi



# 2024 : ACTUALITÉS

## 220 PROJETS, ÉTUDES ET EXPERTISES EN 2024

### Nouvelle stratégie

#### Améliorer la santé des populations par des approches intégrées

Sans être une ONG médicale, le Gret intervient depuis plusieurs années pour le renforcement des systèmes de santé primaires et communautaires, en appui aux politiques nationales. Ses actions s'inscrivent dans un objectif de couverture santé universelle (CSU), en complément de l'amélioration de l'accès financier aux soins, notamment pour les plus vulnérables.

En 2024, le Gret a formalisé une stratégie élargie en matière de santé. Celle-ci promeut une approche globale des soins de santé primaire, intégrant les déterminants socio-anthropologiques ainsi que la réduction des inégalités de genre, les besoins spécifiques des jeunes et l'impact du changement climatique. L'expertise multi-sectorielle du Gret permet en effet une meilleure prise en compte des déterminants de la santé. L'organisation continuera à favoriser des approches territoriales, visant à impliquer les acteurs et les actrices influent-e-s du territoire et à développer des actions innovantes, comme l'approche « One Health ».

↑ Projet One Health en Guinée.

→ Amélioration de la santé materno-infantile en Haïti, projet Timama.



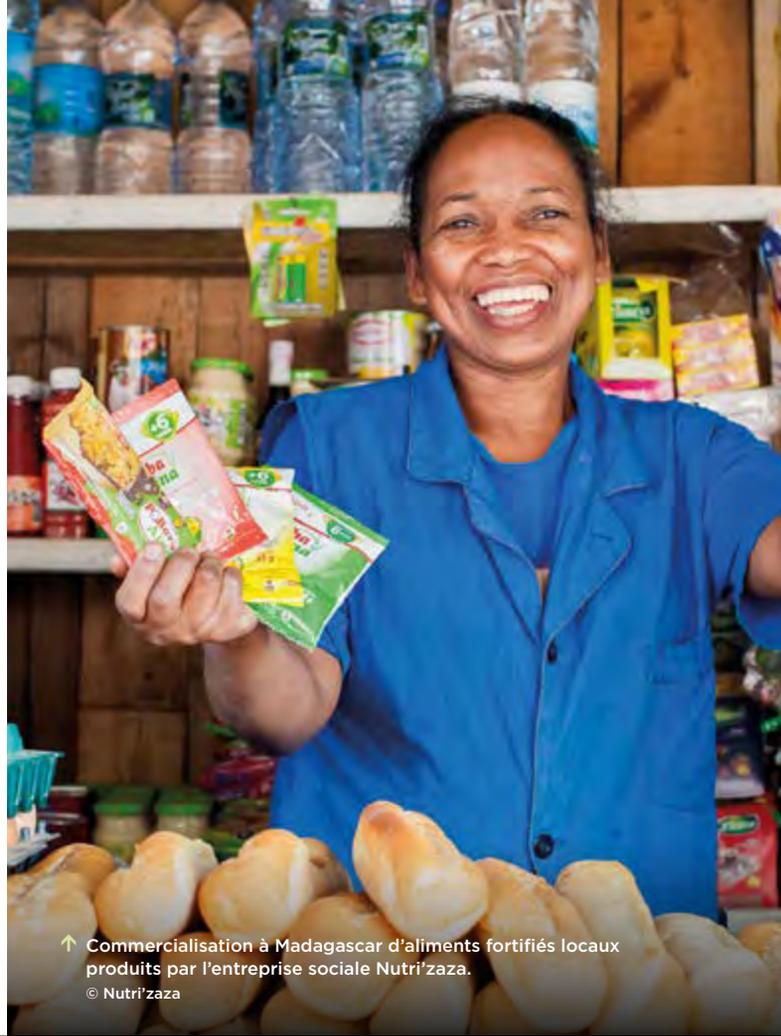
# Partenariats

## Un accord pour valoriser la coopération scientifique entre le Gret et l'IRD

Le 8 février 2024, l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et le Gret ont signé un accord-cadre. Après 30 ans de collaboration fructueuse, cet accord permet de renforcer la coopération scientifique et la valorisation des travaux sur des thématiques communes telles que la nutrition, l'agroécologie ou encore la gestion des ressources naturelles.

## Une nouvelle page de coopération s'ouvre avec le Syctom

Le 23 avril 2024, le Syctom — acteur public de la gestion des déchets en Ile-de-France — et le Gret ont signé un accord-cadre pluriannuel de coopération internationale. Les deux organismes travaillent depuis 10 ans sur des projets communs dans le domaine de la collecte et du traitement des déchets ménagers dans de nombreux pays afin de promouvoir l'amélioration des conditions sanitaires et sociales des habitants et habitantes et lutter contre les effets néfastes des différentes sources de pollution liées aux déchets.



↑ Commercialisation à Madagascar d'aliments fortifiés locaux produits par l'entreprise sociale Nutri'zaza.  
© Nutri'zaza

↓ Opération de nettoyage communautaire à Damdek au Cambodge dans le cadre du projet SMART, financé par le Syctom.



# Plaidoyer

## Agir en coalition d'acteurs pour lutter contre la malnutrition chronique

En avril 2024, le Gret et l'AFD ont organisé à Paris une conférence sur le rôle des entreprises privées locales dans la prévention de la malnutrition, un fléau responsable de la moitié de la mortalité infantile. Le Gret et ses partenaires issus du secteur de la recherche, du secteur public et du secteur privé — parmi lesquels l'entreprise sociale malgache Nutri'zaza — ont pu montrer comment les régimes alimentaires des populations, y compris les plus vulnérables, pouvaient être améliorés durablement grâce au soutien, à la production et à la commercialisation d'aliments fortifiés locaux accessibles et de qualité. La coordination avec le secteur public a également été valorisée sur les aspects de mise en œuvre d'un cadre législatif et de régulation de la filière, ainsi que pour la sensibilisation des populations. Le Gret a aussi présenté son action pour lever les barrières au développement du secteur privé local à l'occasion de la conférence InfoPoint « Secteur privé local et nutrition pour les femmes et les enfants : combiner impact social et économique pour une durabilité » organisée par l'Union européenne en juin 2024. Ces deux événements ont nourri le plaidoyer du Gret, en amont du Sommet Nutrition for Growth qui s'est tenu en mars 2025 à Paris.



↑ Producteur-riche-s de thé Komaen au Laos.

## Évènements

### Le thé Komaen du Laos en tournée européenne

Des producteurs et productrices laotiens de thé Komaen, se sont rendus en France et en Allemagne en juin 2024 pour découvrir le marché européen et trouver de nouveaux débouchés à leurs produits.

Distingué au concours international « Les thés du monde » de l'Agence pour la valorisation des produits agricoles, le thé Komaen est produit par des communautés ethniques dans la province montagneuse de Phongsaly au Nord du Laos. D'une qualité remarquable, ce thé bénéficie aujourd'hui d'une indication géographique soutenue par l'AFD dans le cadre du projet régional « Promotion et reconnaissance des indications géographiques » mis en œuvre par le Gret, ARTE-FACT, le Cirad, l'Iram, Certipaq et REDD.

### Cycle de rencontres :

#### Prendre soin de l'eau et partager ses usages

Comment garantir une utilisation équitable des ressources et des services d'eau, tout en préservant les milieux naturels et les écosystèmes pour les générations futures ? Cette question a été débattue au cours du cycle de rencontres « Faire commun ici et ailleurs : prendre soin et maîtriser l'usage de l'eau », organisé par le Gret, en partenariat avec Remix the Commons, grâce au soutien de la Fondation de France. Ce cycle a réuni une vingtaine d'initiatives en France, au Sénégal et au Togo, à travers une série d'échanges et des visites de terrain (vallée de la Drôme, Pays Diois et Grenoble) pour partager les apprentissages et les questionnements en matière de gouvernance partagée de l'eau. À la suite de ces échanges, un atelier collectif a permis de dégager plusieurs pistes d'actions communes.

Le cycle s'est conclu le 25 septembre 2024 par un événement public à la Fondation de France. Ce dernier a permis de mettre en débat, auprès d'un public élargi, les défis et les enjeux d'une gouvernance plus démocratique de l'eau.

## Formation

### Un parcours de formation par et pour les étudiant-e-s

En partenariat avec l'Institut Agro Dijon, le Gret met en œuvre le projet ASAP : « Futur-e-s acteur-riche-s de l'agriculture et de l'alimentation pour la souveraineté alimentaire des populations du monde ». Il apporte son expertise internationale pour codévelopper, avec les enseignants-chercheurs de l'établissement, un parcours de formation proposant un regard croisé Nord-Sud sur le développement agricole et les systèmes alimentaires. Au cœur de la démarche, des projets tutorés où les étudiant-e-s proposent leurs propres modules : un parcours de formation par les étudiant-e-s, pour les étudiant-e-s !

## Impact

### Laos : une meilleure sécurité foncière pour les communautés forestières

En mai 2024, l'Assemblée nationale du Laos a adopté une résolution pour renforcer la sécurité foncière des communautés vivant dans les zones classées forestières du pays. En modifiant la loi foncière, cette résolution permet la reconnaissance de leurs droits fonciers et leur donne la possibilité d'obtenir des titres ou des certificats d'usage des terres. Cette décision devrait avoir un impact positif pour plus de 3 000 villages.

Le projet Mekong Region Land Governance (MRLG), mis en œuvre par le Gret et Land Equity International (LEI), a contribué à faire aboutir cette résolution grâce à son travail avec le ministère laotien des Ressources naturelles et de l'Environnement et celui de l'Agriculture et des Forêts.

# Notre organisation

## Lancement d'un incubateur en Asie du Sud-Est

En janvier 2024, plus de 40 collègues du Gret venus de toute l'Asie du Sud-Est et de France se sont réunis à Siem Reap au Cambodge, à l'occasion de l'atelier de lancement d'un incubateur régional. Cet incubateur a été créé pour renforcer la dynamique régionale et stimuler la capacité des équipes du Gret, et en particulier des jeunes professionnel-le-s, à proposer des réponses innovantes face aux évolutions rapides que connaissent les pays de la région.

L'événement de lancement a permis de favoriser les échanges entre expert-e-s des différentes thématiques portées par le Gret, de renforcer les liens entre les équipes et de construire une vision partagée du rôle de l'organisation dans la région. Les participant-e-s ont travaillé collectivement à l'identification des priorités d'action avec pour objectifs d'encourager l'expérimentation et de consolider les dynamiques innovantes. Un temps fort qui a posé les bases d'une vision commune pour les années à venir.

## Le Gret a fêté 20 ans d'actions au Laos

Le 1<sup>er</sup> novembre 2024, le Gret Laos a célébré son 20<sup>e</sup> anniversaire. Pour commémorer cette étape importante, l'équipe a réuni ses partenaires et bailleurs ainsi que des journalistes pour une soirée organisée dans les locaux du Gret à Vientiane.

Plus de 100 personnes ont participé à l'événement qui comprenait une exposition présentant les projets de l'organisation dans le pays au fil des années.

La soirée a également été l'occasion de mettre en lumière de nombreuses réalisations du Gret, avec un focus particulier sur l'agroécologie, la préservation des zones humides et la chaîne de valeur du thé.

## « Façonnons un monde juste et durable » devient la nouvelle signature du Gret

En 2024, le Gret a adopté une nouvelle signature de marque pour réaffirmer les valeurs fondamentales de l'organisation que sont la solidarité, la coopération et l'engagement, tout en mettant en lumière son approche unique de « recherche-action » pour mieux répondre aux défis globaux actuels.

« Façonnons un monde juste et durable » incarne la volonté du Gret de poursuivre son engagement à améliorer les conditions de vie des plus vulnérables dans une démarche qui traduit son esprit d'innovation et de pragmatisme. Celle-ci consiste à « façonner » des solutions en étroite synergie avec les communautés locales, en ajustant ses actions au fur et à mesure pour garantir leur pertinence et leur impact. ■



- ↑ Incubateur en Asie du Sud-Est.
- ↓ Sécurité foncière pour les communautés forestières au Laos, projet MRLG.  
© Leonard Reyes



# L'URGENCE ÉCOLOGIQUE : UNE QUESTION DE JUSTICE

**DEPUIS LE DÉBUT DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE, LES TEMPÉRATURES MOYENNES ONT AUGMENTÉ DANS LE MONDE DE 1,1 DEGRÉ. CETTE AUGMENTATION VA DE PAIR AVEC LES ANOMALIES CLIMATIQUES QUE L'ON CONNAÎT : INONDATIONS, TEMPÊTES, ÎLOTS DE CHALEUR... SI L'HUMANITÉ S'ATTÈLE DÈS MAINTENANT À RÉDUIRE DRASTIQUEMENT SES ÉMISSIONS, LES TEMPÉRATURES MOYENNES POURSUIVront UNE LÉGÈRE HAUSSE JUSQU'EN 2060, AVANT DE REVENIR AU STADE ACTUEL. DANS LE MEILLEUR DES CAS, NOUS DEVRONS DONC CONJUGUER AVEC LE MÊME NIVEAU D'ANOMALIES. SI, AU CONTRAIRE, NOUS ÉCHOUONS À RÉDUIRE NOS ÉMISSIONS, LES TEMPÉRATURES MOYENNES MONDIALES POURRAIENT AUGMENTER DE PLUS DE 4 DEGRÉS D'ICI LA FIN DU SIÈCLE, AVEC DES EFFETS DE SEUILS ET DES RÉACTIONS EN CHAÎNE DIFFICILES À PRÉVOIR ET À GÉRER.**

Par Guillaume Quelin,  
responsable Climat  
au Gret



**N**ous nous trouvons aujourd'hui à un tournant, où chaque tonne de CO<sub>2</sub> compte. Nous devons nous préparer aussi à des situations d'urgence climatique amenée à durer, susceptible de creuser encore les inégalités et générer des injustices et des fractures toujours plus profondes.

## L'INÉGALITÉ DE L'ACCÈS AUX CONNAISSANCES

Première injustice ressentie, presque dix ans après l'Accord de Paris : celle de l'accès inégal aux connaissances sur les enjeux écologiques. Une des missions du Gret est de sensibiliser les communautés locales, les maires, les agriculteurs et agricultrices, les jeunes apprenti-e-s, etc. à mieux comprendre le phénomène global du changement climatique et de l'érosion de la biodiversité, déjà observé mais mal compris. Ces nouvelles connaissances génèrent souvent des émotions fortes. De la peur et de l'angoisse, d'abord, face à l'ampleur des enjeux. Mais aussi le soulagement de comprendre enfin le problème pour mieux y faire face.

Pour l'équipe « transition écologique » du Gret, la satisfaction d'avoir contribué à la lutte peut laisser place au vertige face à l'immense chemin qu'il reste à parcourir : presque 10 ans après l'Accord de Paris, il semble presque impensable qu'autant de personnes ne soient toujours pas au courant de ce qu'elles sont en train de vivre. Un vertige couplé à un sentiment de responsabilité, car nos modes de vies occidentaux contribuent largement au problème. L'injustice climatique commence

ici, face aux inégalités de connaissances et celles entre les pays. Car, pour rappel, les plus vulnérables sont aussi, historiquement, les moins émetteurs de gaz à effet de serre.

## DES INÉGALITÉS FACE AUX IMPACTS DE LA MALADAPTATION

Les missions du Gret ne s'arrêtent pas là. En l'absence de connaissances sur le changement climatique et sans compréhension fine des enjeux, les risques de maladaptation sont élevés. Nous instaurons ainsi des approches pour mettre en débat des données scientifiques avec les perceptions et les attentes des parties prenantes locales, afin de mieux comprendre les enjeux spécifiques à un territoire, une organisation, un groupe de personne ou encore un écosystème. Cette étape permet de révéler d'autres injustices. En Guinée par exemple, une étude menée par le Gret a mis en avant que les tâches assignées aux femmes étaient plus exposées à l'évolution du climat, risquant d'aggraver les inégalités déjà existantes. Questionner la répartition des tâches entre hommes et femmes et celle des prises de décision au sein du foyer, fait partie des outils mis en place par les équipes du Gret pour prendre en compte ces injustices.

Il s'agit ensuite de trouver des solutions collectives. On constate souvent des adaptations individuelles et spontanées : en Guinée, les agriculteurs les plus riches louent ou achètent par exemple des terrains moins vulnérables aux aléas climatiques ou recourent à des motopompes en cas de pénuries d'eau, accentuant la pression sur les plus pauvres. Une forme



d'injustice qui se retrouve aussi à l'échelle globale : 10 % des plus riches émettent 50 % des émissions de gaz à effet de serre, selon Oxfam.

Certaines mesures d'adaptation spontanée, comme la déforestation des berges pour rapprocher les champs maraîchers de la ressource en eau, par exemple, contribuent à déséquilibrer encore plus les relations humains-nature. La destruction des espaces naturels est l'une des cinq causes de l'érosion de la biodiversité, avec les impacts directs de l'évolution du climat, la surexploitation des ressources naturelles et les espèces invasives.

Si nous n'agissons pas dès aujourd'hui, l'effort à fournir incombera injustement aux générations futures : elles devront changer plus radicalement leurs modes de vies carbonés et faire face à des urgences écologiques plus fortes et moins gérables.

### ACCOMPAGNER DES DYNAMIQUES COLLECTIVES ET DES TRANSITIONS ÉCOLOGIQUES PLURIELLES

Lors des temps de sensibilisation animés par nos équipes, un autre sentiment revient régulièrement : l'espoir. Et il est (encore) permis. En effet, des approches collectives sont parfois mises en place spontanément à l'échelle de coopératives d'agriculteur-rice-s, de groupes économiques ou de communes. Des initiatives engagées prennent forme grâce aux sociétés civiles locales. Elles constituent un terreau propice pour initier ou renforcer des approches collectives.

Au Sénégal ou en Guinée par exemple, le Gret appuie des cadres de concertation à l'échelle locale. Ces derniers permettent d'approfondir la compréhension des enjeux locaux, d'améliorer l'inclusion des plus vulnérables (y compris la nature) dans les prises de décisions, de planifier, mettre en œuvre et suivre des mesures collectives.

Le Gret travaille aussi à l'échelle de filières métiers, afin que des apprenti-e-s prennent pleinement conscience des sources d'impacts et des vulnérabilités de leurs métiers, et pour anticiper les défis des générations à venir.

### UNE AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT À LA HAUTEUR DES BESOINS

Face aux tentations de repli sur soi, l'aide publique au développement joue un rôle primordial pour lutter contre ces inégalités. Utilisé en faveur des pays les plus vulnérables, cet instrument financier qui se trouve à disposition des pays les plus développés — historiquement les plus émetteurs —, constitue un formidable outil pour rééquilibrer les injustices.

Le Gret, à travers la Commission Climat & Développement de Coordination SUD, dont il assure la co-animation, défend le rôle essentiel d'une aide publique au développement de qualité. En combinant adéquatement des appuis financiers à des États, au secteur privé et à la société civile, elle peut contribuer efficacement à transformer l'économie, tout en promouvant des transitions citoyennes et plus justes.

Mais, avec l'augmentation des besoins de financements pour assurer les transitions écologiques dans les pays développés, l'aide publique au développement se trouve remise en cause. Pourtant, les besoins de financements des pays en développement pour faire face aux transitions écologique et climatique augmentent chaque année. Rien que pour l'adaptation au changement climatique, les besoins estimés d'ici à 2030 sont de l'ordre de 215 à 317 milliards de dollars par an, selon le PNUE. ■

- ↳ Atelier participatif sur les enjeux et méthodes de co-construction des plans d'action climat-énergie, projet CoMSSA au Togo.
- ↳ Concertation autour d'activités le long d'un cours d'eau au Fouta Djallon en Guinée.



# NOURRIR LE SUD DURABLEMENT

## UNE ONG AU SERVICE D'UNE AGRICULTURE RÉSILIENTE DANS LE GRAND SUD MALGACHE

LA RÉGION ANDROY, AU SUD DE MADAGASCAR, SOUFFRE D'UN PHÉNOMÈNE DE SÉCHERESSES RÉCURRENTES, À L'ORIGINE DE GRAVES CRISES ALIMENTAIRES QUE SES HABITANT·E·S APPELLENT « KÉRÉ ». MAIS DEPUIS 10 ANS, UNE ONG APPUYÉE PAR LE GRET, A MIS EN PLACE DES TECHNIQUES AGRICOLES INNOVANTES QUI PERMETTENT À PLUS DE 20 000 FAMILLES DE VIVRE DIGNEMENT.



↑ Sempe Maho, agricultrice accompagnée par le CTAS.

➤ Vue d'un bloc agroécologique dans la région Androy.

➤ Razafitsiliso Aldonne, agriculteur accompagné par le CTAS.

« La région d'Androy est notre source. Nous y avons tous vécu, de la naissance jusqu'à aujourd'hui. Nous avons progressivement franchi les obstacles, y subissant le crash-test de toutes les techniques que nous diffusons ». Tolotra Ranaivoharimanana est directrice exécutive du Centre technique agro-écologique du Sud (CTAS), créé en 2013 sous l'impulsion du Gret, du GSDM (une association malgache spécialisée dans l'agroécologie) et de la FAO dans le cadre du projet Asara Hoba<sup>1</sup>. Objectif : renforcer la sécurité alimentaire et augmenter les revenus agricoles dans la région Androy.

Rapidement, le CTAS a su gagner la confiance des agriculteurs et agricultrices locaux via l'approche « paysan à paysan ».

### DES BLOCS AGROÉCOLOGIQUES À L'ÉPREUVE DE LA GRANDE SÉCHERESSE DE 2020

Le « crash-test » dont parle Tolotra a été vécu en grand par le CTAS pendant la terrible sécheresse qui a frappé l'Androy entre 2020 et 2021. Onze mois sans pluie, qui ont mis à l'épreuve l'une des grandes innovations développées par le CTAS avec le Gret : les blocs agroécologiques. Il s'agit d'aménagements collectifs, initialement conçus sur des parcelles de 10 hectares, visant à protéger les cultures du « tioka mena », un vent violent dévastateur.

La clé du changement ? Un système qui repose sur une diversification des espèces cultivées, allant des plantes rampantes aux arbres fruitiers, créant un effet oasis qui stabilise les sols et améliore la rétention d'eau. Alors que les cultures avoisinantes périssaient,

ces blocs agroécologiques ont fait preuve de résilience, confirmant la pertinence du modèle. Une innovation salvatrice face à une pluviométrie erratique et un sol peu fertile.

Aujourd'hui, grâce au soutien croissant de partenaires financiers, ces blocs s'étendent sur 10 330 hectares et bénéficient à plus de 22 000 ménages. La grande famille du CTAS, qui compte plus de 50 salarié·e·s, elle aussi ne cesse de s'agrandir. Et offre un environnement propice à l'épanouissement des jeunes talents et à l'innovation. « La curiosité et les valeurs de l'ONG m'ont convaincu », confie Randrianarisoa Ny Aina Tahiry, coordinateur de l'antenne Androy. « Travailler pour une cause qui a du sens et montrer que le Sud, ce n'est pas seulement des histoires de Kéré, mais aussi une terre de richesses et d'opportunités, est une fierté. »

### DES PRATIQUES AGROÉCOLOGIQUES QUI PORTENT LEURS FRUITS

Ces richesses et ces opportunités-là sont aujourd'hui bien tangibles. Située à environ 25 kilomètres d'Ambovombe, Sampoina, une zone soutenue par le CTAS depuis 2020, est désormais métamorphosée. Oubliée l'époque où les terres de Razafitsiliso Aldonne, l'un des premiers agriculteurs accompagnés par l'ONG, n'étaient qu'une surface aride et infertile : 10 m<sup>2</sup> de cultures, survivant difficilement aux conditions extrêmes de la région. Son exploitation s'étend désormais sur 3 hectares verdoyants de sorgho et de manioc. Il parvient ainsi à subvenir durablement aux besoins de sa famille.

L'histoire de Sempe Maho, témoigne, elle aussi, de l'efficacité de l'ONG. Accompagnée par le CTAS depuis sa création en 2013, elle est

<sup>1</sup>. Financé par l'Union européenne.



devenue paysanne multiplicatrice de semences et joue un rôle clé dans la filière semencière locale. Adaptées aux conditions climatiques de la région, ses graines permettent à de nombreux agriculteurs et agricultrices de renforcer la résilience de leurs cultures.

Les graines sont rachetées par le CTAS, avant d'être revendues dans les boutiques de l'ONG. « Nous signons un contrat avec le CTAS, dans lequel une partie de l'achat de semences est réservée sous forme de bons d'achat pour préparer la prochaine saison », témoigne-t-elle. « Le reste de la somme me permet d'acheter de la volaille, de réparer ma maison et de financer la scolarité de mes enfants ».

L'évolution est palpable, dit Sempe Maho : « Avant, je ne pouvais pas exploiter l'ensemble de mes champs. Je n'avais pas les moyens d'assurer la préparation des terres ni d'embaucher quelqu'un pour m'aider », explique-t-elle. « Aujourd'hui, grâce au CTAS, je peux me le permettre. Le centre m'a aussi aidée à améliorer la qualité et la quantité de mes productions, grâce aux formations dispensées par ses techniciens. »

### UN AVENIR TOURNÉ VERS LA TRANSFORMATION ET LA VALORISATION DES PRODUITS AGRICOLES

Tout n'a pas été simple. Chaque grande aventure rencontre des obstacles et le CTAS n'a pas fait exception. « En 2018, la fin du projet

Asara-Hoba a failli marquer la disparition du centre. Mais, grâce à une mobilisation collective et une stratégie de diversification des partenariats, l'organisation a su rebondir », indique Tolotra Ranaivoharimanana. Le CTAS a su faire ses preuves et se tourne maintenant vers l'avenir.

Si les dix premières années ont été consacrées à l'implantation et à la diffusion des pratiques agroécologiques, l'ONG ambitionne désormais de passer à une phase de transformation et de valorisation des produits agricoles. Fort de son succès dans l'Androy, il a élargi son champ d'action avec l'ouverture de deux nouveaux locaux à Antananarivo et Menabe. « Cela marque une nouvelle étape dans notre mission : assurer un développement agro-écologique durable à travers tout Madagascar », espère Tolotra.

Au CTAS, l'engagement se résume en une phrase : « Nourrir le Sud durablement ». Un objectif qui ne peut être atteint seul, mais grâce à la mobilisation collective de partenaires techniques et financiers, d'institutions étatiques et des populations locales.

Dix ans après ses débuts, le CTAS est déterminé à poursuivre son combat pour une agriculture résiliente, adaptée aux conditions climatiques extrêmes et accessible. Une décennie de défis et de victoires qui dessine une voie prometteuse pour l'avenir du Sud malgache et au-delà. « La famine n'est pas une fatalité », résume Tolotra. ■



Propos recueillis par Princia Randrianarivony, chargée de communication au Gret Madagascar

# DES JEUNESSES ACTRICES DU CHANGEMENT

**LE GRET MET EN PLACE DES APPROCHES PILOTES SUR DES TERRITOIRES À ÉCHELLE RÉDUITE, POUR ENSUITE LES INTÉGRER PLUS LARGEMENT DANS SES PRATIQUES D'INTERVENTION. C'EST LE CAS DU PROGRAMME JADE — JEUNESSES ACTRICES DU MONDE DE DEMAIN —, FINANCÉ PAR L'AGENCE FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT. DEPUIS 2020, LE GRET EXPÉRIMENTE DANS CE CADRE UNE NOUVELLE APPROCHE DE L'ACCOMPAGNEMENT DES JEUNES. ELLE A D'ABORD ÉTÉ TESTÉE DANS SIX PAYS : LA GUINÉE, HAÏTI, LE CONGO, LA MAURITANIE, LE MALI ET LE SÉNÉGAL. ELLE S'ÉTEND DÉSORMAIS À MADAGASCAR, AU VIETNAM, AU CAMBODGE ET AU MYANMAR.**



## UNE NOUVELLE VISION DES JEUNESSES

Changement climatique, crises multiformes, conflits : dans un monde instable, en proie à de nombreuses menaces, l'enjeu de l'insertion des jeunes dépasse aujourd'hui largement les questions économiques. Or, si la prise en compte des jeunes est maintenant bien ancrée dans les politiques publiques, notamment en raison de leur poids démographique, ils et elles restent trop souvent considéré-e-s comme simples bénéficiaires d'actions visant uniquement à les éduquer et les amener vers l'emploi.

C'est de ce constat qu'est né le programme Jade. « *Le Gret et ses partenaires renforcent depuis longtemps les systèmes de formation professionnelle et d'accompagnement à l'insertion, mais ils ont pris conscience, il y a quelques années déjà, que cela ne pouvait suffire pour soutenir les jeunes dans leur transition vers la vie adulte* », explique Camille Paquet, responsable de l'équipe Insertion et Emploi au Gret. « *Il était indispensable d'opérer un changement dans nos modalités d'action pour favoriser une nouvelle vision des jeunes et transformer leur place dans les projets, en les considérant comme acteurs et actrices de leur changement.* »

Cette nouvelle vision supposait aussi d'accompagner les jeunes bien au-delà de l'insertion professionnelle : « *Nous voulions sortir d'une approche très économique-centrée dont le seul objectif était que les jeunes accèdent à un emploi décent, pour penser une véritable insertion des jeunes dans la société* », ajoute Camille Paquet. « *Cela supposait de prendre en compte les volets social et citoyen, environnemental et climatique.* »

L'approche du Gret repose donc sur deux piliers, qui vont de pair : celui d'une insertion dite « intégrale » des jeunes et celui du renforcement de

leur pouvoir d'agir individuel et collectif. Elle se traduit aujourd'hui très concrètement dans les projets menés par l'organisation.

## TOUTES LES DIMENSIONS DE L'INSERTION

Les dispositifs mis en place par le Gret dans le cadre de ses projets intègrent désormais les autres dimensions de l'intégration des jeunes. Ils doivent leur permettre d'accéder aux informations pertinentes pour prendre des décisions éclairées, renforcer leurs capacités techniques mais aussi leurs *soft skills*, et prendre en compte les enjeux transversaux auxquels ils et elles sont confronté-e-s : les transitions sociale, économique, écologique, politique et citoyenne, numérique et technologique.

Au Congo, par exemple, où la filière des déchets est identifiée comme une opportunité économique durable s'inscrivant dans la transition écologique du pays, des jeunes sont formés par le Gret au métier d'opérateur de pré-collecte mais également amenés à mettre en place des actions pour sensibiliser les communautés à la question du tri. Un accompagnement qui, au-delà de l'apprentissage d'un métier, aide les jeunes à se projeter dans l'avenir, comme pour Eunoch Likamela, formé dans le cadre du projet : « *Je veux créer une entreprise basée sur la collecte des déchets* », confie-t-il. « *Pourquoi ne pas parler de moi comme un entrepreneur au Congo ?* »

## POUVOIR D'AGIR

Cette capacité à se projeter dans l'avenir passe aussi par la place que prennent les jeunes comme acteurs sociaux et écocitoyens de leurs territoires.

« Il faut accompagner les jeunesses à prendre conscience qu'elles ont des rôles et des partitions à jouer au sein des territoires », martèle Khady Diatta. Cheffe du projet « Jeunes reporters citoyens » au Gret Sénégal, elle accompagne, dans la banlieue de Dakar, la formation d'un réseau de jeunes reporters afin de renforcer leur engagement et leur impact au sein de la société. « Avec ce projet, les jeunes deviennent des acteurs incontestés dans leurs communautés, ils renforcent leur pouvoir d'agir. »

En Guinée forestière aussi, où les enjeux environnementaux sont nombreux, le Gret favorise l'engagement des jeunes en renforçant leurs capacités d'analyse sur ces questions et leur engagement au travers d'initiatives citoyennes individuelles et collectives au service de l'environnement.

Dans une approche transformative de l'insertion, la question du genre et de l'empowerment des jeunes femmes a, elle aussi, une place fondamentale. Au Vietnam, le Gret accompagne des jeunes femmes venues des zones rurales pour travailler dans des usines de la province de Quảng Nam afin qu'elles se forment aux outils numériques pour acquérir des compétences techniques mais aussi sociales.

## UNE THÉMATIQUE DEVENUE TRANSVERSALE

La prise en compte et l'intégration de la thématique des jeunesses dans l'ensemble des projets du Gret et dans les orientations stratégiques de l'organisation est aussi un objectif important de la deuxième phase du programme Jade.

Des sensibilisations et des formations sont dispensées aux équipes pour une meilleure compréhension de la thématique et de ses spécificités, mais aussi afin de favoriser les bonnes pratiques pour l'intégration de la composante jeunesse à toutes les étapes d'un projet.

Des diagnostics internes ont été organisés avec le Consortium Jeunesse Sénégal, partenaire du Gret, pour évaluer le degré de prise en compte des jeunes sur différents axes : gouvernance, programmes, projets, achats, partenariats, communication. Ils ont été conduits par un « bureau des jeunes », composé de jeunes salarié-e-s également chargé-e-s d'élaborer une stratégie au service de l'ensemble de l'organisation. « Les jeunes peuvent insuffler de nouvelles perspectives sur notre façon de travailler mais, trop souvent, les idées qui émergent sont freinées par le sentiment de ne pas avoir assez de légitimité », indique Anne-Florie Quesnel,

chargée d'appui Insertion et Emploi au Gret. « Cette démarche permettra sûrement de lever des blocages. »

Le Gret explore aussi de nouvelles thématiques transversales appliquées aux jeunesses. Au Niger, par exemple, ses équipes ont travaillé sur la question de l'enregistrement des naissances, un enjeu crucial pour l'avenir des jeunes dans ce pays. Le projet lancé par le Gret inclut directement les jeunes dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions. Un projet pour et par les jeunes, en capacité de prendre leur place et d'agir, très concrètement, pour leur présent et leur futur. ■

- ↳ Sensibilisation des jeunes au métier d'opérateur de pré-collecte des déchets au Congo, projet Jagov.
- ↳ Jeunesses actrices de l'écocitoyenneté en Guinée forestière, projet Jecoci.
- ↳ Jeunes formés dans le cadre du projet Jeunes reporters citoyens au Sénégal.



# LE GRET, ACTEUR DE LA RECHERCHE APPLIQUÉE

**LE GRET EST UN ACTEUR RECONNU DE LA RECHERCHE APPLIQUÉE. IL COLLABORE HISTORIQUEMENT ET DE DIVERSES MANIÈRES AVEC DES CHERCHEURS DES SUDS ET DES NORDS ET PRODUIT DES CONNAISSANCES À CARACTÈRE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE. CETTE HYBRIDATION ENTRE RECHERCHE ET PRATIQUE LE DISTINGUE D'AUTRES ONG DE DÉVELOPPEMENT.**

Retrouvez l'ensemble des publications du Gret sur [gret.org/publications](https://gret.org/publications)

Pour consulter la liste complète des ouvrages publiés en 2024, rendez-vous page 50.



↑ Visite de terrain, projet Asset au Vietnam.

Les activités à caractère scientifique du Gret sont rendues possibles grâce à une subvention du ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche qui s'inscrit dans le cadre d'une convention de partenariat avec le Cirad.

En 2024, les modalités de collaboration entre la recherche et le Gret ont porté sur différentes thématiques, dont nous vous présentons quelques exemples.

## LA RECHERCHE SUR LES QUESTIONS DE DÉVELOPPEMENT

**Ancrées sur le terrain, à l'interface entre la recherche et le développement, le Gret, avec les chercheurs et chercheuses partenaires, produit des références et des outils pour le développement.**

Dans le cadre du programme Asset et de l'appui au réseau ALiSEA réunissant ONG, secteur privé, recherche, universités et organisations paysannes autour de l'agroécologie en Asie du Sud-Est, le Gret travaille avec le Centre for Development and Environment de l'université de Bern, les UMR Tetis, Selmet et Innovation du Cirad, l'UMR Sens de l'IRD et d'autres partenaires nationaux — tel qu'Ecoland, un centre de recherche basé à l'Université royale d'Agriculture du Cambodge. Le Gret est investi dans l'appui à la production de publications par les membres du réseau ALiSEA et dans la conception, le développement et l'animation d'une plateforme digitale d'échanges de connaissances sur l'agroécologie dans la région du Mékong.

## LES PROGRAMMES CONJOINTS DE RECHERCHE-ACTION

**Le Gret conduit également des recherches-actions, où les chercheurs permettent de renforcer l'approche critique et réflexive de certains projets.**

Avec le Lereps, Sciences-Po Toulouse, les équipes du Gret du Togo et du Sénégal mènent un projet de recherche relatif à la gouvernance des ressources en eau en Afrique de l'Ouest<sup>1</sup>. Sont aussi associées d'autres ONG (Join for Water et VNG international au Bénin, Acra et Eau Vive au Sénégal).

Par la comparaison entre leurs terrains d'action, les équipes, incluant des doctorants et jeunes chercheurs, explorent différents modes de gouvernance des ressources en eau pour questionner les « modèles » de référence de la Gire<sup>2</sup> dans le milieu du développement. Ils contribuent ainsi à la réflexion collective des acteurs du secteur de l'eau.

## LA COLLABORATION AVEC LA RECHERCHE DANS LES PROJETS

**Au-delà des projets de recherche-action explicitement conçus comme tels, de nombreux projets du Gret intègrent ponctuellement une dimension collaborative avec la recherche.**

Dans le cadre de la convention programme « Communs »<sup>3</sup>, construite sur une démarche expérimentale, les équipes de l'UMR Sens du Cirad accompagnent l'équipe du projet « Diss'eau » dans la région de Saint-Louis au Sénégal et le bureau d'études Lisode. Selon un processus d'apprentissage collectif de la méthode Pardi, ils élaborent des « jeux sérieux » pour modéliser les modalités de gestion d'un service d'eau potable dans un contexte de gouvernance partagée. Cet appui vise à faciliter le dialogue entre les parties prenantes du service, notamment sur les enjeux de gouvernance entre opérateurs et pouvoirs publics.

## LA VALORISATION DE L'EXPERTISE DU GRET DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

**Les salariés du Gret partagent leur expertise dans le cadre de formations académiques**

1. Cofinancé par l'Agence de l'Eau Seine Normandie.

2. Gestion intégrée des ressources en eau.

3. Financé par l'AFD.

## et accompagnent des étudiant-e-s dans la conduite de projets de terrain.

Les interventions de praticien-ne-s du Gret en milieu académique, tel que le master 2 urbanisme et aménagement de l'École d'urbanisme de Paris, professionnalisent les formations grâce aux méthodes utilisées et aux études de cas. Elles permettent de faire passer des messages, comme l'écoute nécessaire des initiatives locales et l'éthique professionnelle. En retour, le Gret s'enrichit théoriquement, approfondit ou défriche des sujets et explore de nouveaux terrains comme par exemple, le patrimoine au Bénin, la mobilité vélo à Dakar, ou l'habitat durable et abordable à Tunis.

### L'ANIMATION DE RÉSEAUX

**Le Gret est impliqué dans l'animation de réseaux pluri-acteurs, regroupant chercheurs, bailleurs, décideurs et organisations de la**

## société civile. Il assure dans ce cadre un rôle de « passeur de frontières » entre les mondes de la recherche et de l'action.

Créé en 2019 par l'Agence française de développement (AFD), coprésidé par le ministère en charge des Affaires étrangères et animé par le Gret, le Comité scientifique et technique Forêt est un espace de mobilisation de l'expertise francophone pour informer les politiques publiques françaises en matière de gestion et de protection des forêts tropicales dans les zones d'intervention de l'AFD sous la forme de rapports de chantiers, de journées thématiques, de notes de politiques et de webinaires. Deux chantiers principaux ont structuré les activités en 2024 : l'un portant sur une proposition de méthodologie pour une nouvelle classification des forêts et l'autre sur les peuples autochtones et les communautés locales. ■



↑ Séance de jeux sérieux, projet Diss'eau au Sénégal.

## LES THÈSES EN COURS

### LE GRET ACCUEILLE DES DOCTORANT-E-S RATTACHÉ-E-S À DES UNIVERSITÉS EN FRANCE, COMME DANS LES SUDS. ILS ET ELLES SONT LE PLUS SOUVENT DES RESPONSABLES DE PROGRAMMES OU DE PROJETS QUI FONT LE CHOIX DE PROLONGER LEUR EXPÉRIENCE DE PRATICIEN-NE PAR UNE DÉMARCHE EXPLORATOIRE DE RECHERCHE.

#### ■ Terres à prendre ou à laisser : histoires d'allocations foncières en Birmanie

Céline Allaverdian, thèse de géographie en cotutelle avec l'UMR Pôle de recherche pour l'organisation et la diffusion de l'information géographique, AgroParis-Tech et l'université de Montréal.

#### ■ Politique de l'eau et mobilisation citoyenne

Alassane Koringho, thèse en anthropologie du développement, université Gaston Berger, Saint-Louis Sénégal.

#### ■ Les Paiements pour services environnementaux (PSE) comme outil de préservation des bassins versants

Albert Rakotonirina, thèse en économie et politique des ressources naturelles avec l'École doctorale de gestion des ressources naturelles et du déve-

loppement (EDGRND) de l'université d'Antananarivo.

#### ■ La valorisation des biodéchets et agricultures urbaines en République du Congo

Noémie Régeard, thèse de géographie sociale – rudologie avec le laboratoire Espaces et sociétés de l'université du Mans.

#### ■ L'approche par les communs dans le secteur de l'eau, quel renouvellement pour l'aide publique au développement ? Enjeux et limites de l'implication d'une ONG internationale

Louisa Desbleds, thèse en aménagement de l'espace et urbanisme – Socio-anthropologie avec l'École doctorale UT2J/TESC et le Lereps-Sciences Po Toulouse.

#### ■ Gouvernance des ressources en eau en Afrique de l'Ouest : paradoxes de la participation – Regards croisés Bénin-Sénégal

Emmanuel Durand, thèse en aménagement de l'espace et urbanisme, avec l'École doctorale : UT2J – École doctorale Temps, espaces, sociétés, cultures (TESC) et le Laboratoire d'études et de recherche sur l'économie, les politiques et les systèmes sociaux-Sciences Po Toulouse.

#### ■ Enjeux de territoires et principes des bassins versants dans la zone des Niayes

Maurice Ngor Sarr, thèse en géographie et gestion intégrée des ressources en eau à l'École doctorale Eau, qualité et usage de l'eau de l'université Cheikh Anta Diop à Dakar.

#### ■ Éco-conception de systèmes intégrés d'emballage et de distribution garantissant la qualité et la sécurité de poudres alimentaires infantiles

Herinirina Mirantsoa Andriamahefa, thèse en Sciences des aliments et des bioproduits à l'École doctorale Agriculture, Alimentation, Biologie, Environnement et Santé (ABIES) de l'université Paris-Saclay, menée au sein de l'équipe Génie des produits de l'UMR SayFood, rattachée au Département SPAB (Sciences et Procédés des Aliments et Bioproduits) d'AgroParisTech.



**La collaboration avec le Gret est un levier de décloisonnement entre théorie et activités du développement.**

Adeline PIERRAT, laboratoire Espaces et sociétés de l'université du Mans



# MOBILISER L'APPROCHE PAR LES COMMUNS POUR LA COPRODUCTION D'UN SERVICE D'EAU POTABLE

**PUBLIÉ EN 2024, LE CARNET FAIRE COMMUN « GOUVERNANCE PARTAGÉE DE L'EAU POTABLE EN MILIEU RURAL AU SÉNÉGAL » DÉCRIT LA DÉMARCHÉ MISE EN ŒUVRE PAR LE GRET POUR ACCOMPAGNER L'ÉMERGENCE D'UNE GOUVERNANCE PARTAGÉE DU SERVICE D'EAU POTABLE DE LA ZONE DU GOROM-LAMPSAR, AU SÉNÉGAL, DANS LE CONTEXTE D'UNE RÉFORME NATIONALE DE DÉLÉGATION DE CE SERVICE PUBLIC.**

**Dans la continuité d'un accompagnement de plus de quinze ans, l'adoption d'une approche par les communs a conduit le Gret à préciser son positionnement vis-à-vis des acteurs du service. L'articulation entre des actions engagées aux niveaux local et national a favorisé la mise en place d'un comité local de suivi, permettant d'associer pleinement les usager-e-s au suivi et au contrôle du service aux côtés de l'opérateur privé et de l'État, préfigurant une forme de coproduction de service public.**

## ENTRETIEN AVEC DJIBY SARR, RESPONSABLE DE PROJETS EAU AU GRET SÉNÉGAL ET CO-AUTEUR DU CARNET



### Pourquoi le Gret s'intéresse-t-il au sujet de la gouvernance partagée de l'eau potable au Sénégal, et plus particulièrement dans le Gorom-Lampsar ?

Pendant des décennies au Sénégal, les usager-e-s ont joué un rôle clé dans la gestion des services d'eau potable en milieu rural. D'abord sous la forme de comités de gestion, puis au travers d'associations professionnelles d'usagers des forages et des réseaux d'eau potable et de leur fédération régionale (Fasurep).

Mais l'État a estimé que ces associations remplissaient mal la mission qui leur avait été confiée : en 2014, une nouvelle réforme introduit l'Office national des forages ruraux (Ofor), un organisme public à caractère commercial chargé d'assurer un processus de mise en délégation du service d'eau potable en milieu rural. C'est dans la zone du Gorom-Lampsar, située dans la région de Saint-Louis au Nord du Sénégal, que le premier périmètre de délégation à des opérateurs privés a été mis en place.

Cette réforme de délégation de service public représentait alors une rupture brutale avec le processus historique de construction d'une gouvernance de proximité. Chez les usager-e-s, le sentiment de dépossession était fort. D'autant qu'aucun rôle précis n'était prévu pour eux dans la nouvelle réforme, dont ils se trouvaient exclus. Sans possibilité de concertation ni de suivi, des tensions se cristallisaient aussi autour de la dégradation de la qualité du service géré par l'opérateur privé.

### Comment le Gret est-il intervenu ?

Du point de vue du Gret, la solution était d'asseoir une forme de gouvernance partagée permettant de considérer le service d'eau comme un commun et de le gérer comme tel. Nous avons lancé un projet<sup>1</sup> pour doter les usager-e-s d'instruments leur permettant de participer pleinement à la gouvernance des services d'eau et amener les autres acteurs — l'opérateur privé, l'Ofor mais aussi les collectivités territoriales — à mettre en place des espaces locaux de gouvernance.

### Pour faire cela, le Gret a joué un rôle de facilitateur. Comment trouver le bon équilibre dans cette posture ?

Cela n'a pas été simple ! Nous avons beaucoup dialogué avec l'Ofor et l'opérateur privé. Mais nous nous sommes aussi beaucoup appuyés



Gilbert M. (dir.), Sarr D., Gueye B., Le Jeune T., 2024, Éditions du Gret, 72 p.

1. Le projet GPSE : Gouvernance partagée des services d'eau potable – mené dans le cadre du programme « Communs et gouvernance partagée », financé par l'AFD.

sur d'autres acteurs, et notamment l'Agence régionale de développement de Saint-Louis, un acteur étatique ancré sur le territoire. Nous nous sommes également appuyés sur la recherche. L'Université Gaston Berger de Saint-Louis a créé une alliance « recherche-action Université-territoire » permettant de convier tous les acteurs dans l'espace universitaire pour approfondir la réflexion et favoriser les échanges.

Mais, dans le souci de rééquilibrer les pouvoirs entre les différents acteurs concernés, nous avons apporté un soutien important à la Fasurep, représentant les usager-e-s. Nous considérons que c'était l'acteur le plus important, mais aussi le plus faible. Pour garantir la qualité et la pérennité du service, il fallait que les citoyen-ne-s puissent jouer pleinement leur rôle de contrôle. Nous avons donc renforcé leurs capacités et leurs compétences et les avons amenés à abandonner tout ce qui concernait l'exploitation du service pour se consacrer à la défense des intérêts des usager-e-s.

#### Quels ont été les résultats ?

Le premier résultat est, pour moi, la prise de conscience collective de l'intérêt de tendre vers la co-construction d'une gouvernance partagée du service. Opérateur privé, Ofor, collectivités territoriales... tous sont aujourd'hui convaincus de l'importance de travailler ensemble. Cela se traduit par leur acceptation de créer des espaces de concertation : nous avons pu mettre en place, à Saint-Louis, des comités locaux de suivi de délégation des services d'eau. Ces comités pilotes sont aujourd'hui répliqués par l'Ofor dans d'autres régions du Sénégal, où des conflits entre opérateurs et usager-e-s sont constatés.

Amenés à travailler en profondeur autour de la compréhension des enjeux de gouvernance

des services d'eau avec le Cirad, nous nous sommes rendus compte que la première ressource dont disposent les acteurs, était la paix sociale.

Avant d'arriver à une gestion pérenne, il y a tout un processus au cours duquel les acteurs doivent s'entendre sur le fait de coproduire un service d'eau : une forme de pacte social, où chaque acteur a un rôle à jouer, là où il se situe. Cela permet vraiment d'obtenir des résultats. J'ai pu constater que cette notion de paix sociale comme ressource à préserver était reprise, même au plus haut niveau de l'État.

#### Une telle expérience peut-elle être reproduite dans d'autres contextes ?

Il n'existe pas de modèle figé à exporter et reproduire tel quel. Les dispositifs de cogestion doivent être adaptés à la réalité du contexte. En revanche les modalités de gouvernance partagée avec l'ensemble des acteurs concernés peuvent être adoptées un peu partout. J'ai d'ailleurs la conviction qu'il est nécessaire de tendre vers des services de plus en plus inclusifs, en mettant l'accent sur le contrôle citoyen, et même d'aller encore plus loin pour les coproduire réellement.

#### Comment la stratégie du Gret va-t-elle évoluer dans les prochaines années ?

Au Sénégal, le besoin d'accès à des services d'eau potable et d'assainissement se conjugue à une pression croissante sur les ressources en eau. Or, la préservation des ressources et l'amélioration de l'accès aux services sont à ce jour abordées en silos, tant par les pouvoirs publics que les bailleurs. Le Gret et ses partenaires poursuivent actuellement la réflexion engagée autour de l'articulation entre ressource et service. ■

↓ Suivi technique de l'unité de traitement et de potabilisation des eaux de Thiago réalisé par les usager-e-s au Sénégal.





↑ Activité de réduction de la pollution plastique dans la baie de Hann au Sénégal.



# NOS THÉMATIQUES

- p. 22 Des ressources naturelles gérées collectivement
- p. 24 Un accès universel à des services essentiels
- p. 26 Des villes résilientes et citoyennes
- p. 28 Accompagner les jeunes à s'insérer dans la société
- p. 30 Une alimentation saine et des soins de qualité
- p. 32 Une agriculture et des filières agroalimentaires durables
- p. 34 Un accès partagé et sécurisé aux terres et aux ressources
- p. 36 Thématiques transversales



# DES RESSOURCES NATURELLES GÉRÉES COLLECTIVEMENT

*L'humanité dépend directement des ressources naturelles pour sa subsistance et se trouve ainsi particulièrement menacée par les dégradations environnementales. C'est pour cette raison que le Gret encourage la participation des populations locales dans le maintien ou la restauration des écosystèmes, pour une gestion concertée et inclusive des territoires. Ces actions contribuent à lutter contre le changement climatique et à préserver la biodiversité.*

## 12 PAYS D'INTERVENTION

Cambodge, Costa Rica, Équateur, France, Guinée, Laos, Madagascar, République démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Togo, Vietnam



### QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2024

#### COSTA RICA

### PRÉSERVER DURABLEMENT LES RESSOURCES EN EAU FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Avec 34 bassins versants, le Costa Rica possède de l'eau en abondance. Et pourtant, il existe aujourd'hui dans le pays des problèmes d'accessibilité et de disponibilité des ressources en eau dus à la croissance démographique et l'artificialisation des sols, combinés aux effets du changement climatique. La gestion des ressources en eau au niveau national n'apporte cependant pour l'instant qu'une réponse partielle et limitée à ces menaces.

Le Gret et ses partenaires nationaux interviennent au niveau local, dans la zone du sous bassin versant du Poás (bassin du Rio Grande), en amont de la capitale. Ils accompagnent la mise en place d'une gouvernance locale et inclusive des ressources en eau afin de mieux les préserver et d'en partager les usages. Une nécessité sur ce territoire où la très forte variabilité pluviométrique constitue une menace réelle pour l'accès à l'eau — en particulier pour les groupes sociaux les plus vulnérables — et où la gestion par les acteurs locaux est faible.

Le projet prévoit également le renforcement du système d'information hydroclimatique de la Direction de l'Eau du ministère de l'Environnement et de l'Énergie, permettant de partager les connaissances scientifiques sur l'évolution météorologique et climatique avec les autorités et les

usager·e·s pour éclairer les décisions politiques aux niveaux local et national.

Enfin, les résultats du projet feront l'objet d'une capitalisation diffusée aux acteurs concernés par ce type de problématique afin d'inspirer d'autres dynamiques au Costa Rica et dans les pays voisins.

2024-2026 | Budget total : 180 K€ | Financement : Agence de l'eau Adour-Garonne | Partenaires : Fundecor, Université de Costa Rica

## MADAGASCAR

### UN PROJET CITOYEN D'AIRE PROTÉGÉE SUR L'ÎLE DE SAINTE-MARIE

L'île de Sainte-Marie, située à l'est de Madagascar, compte environ 35 000 habitant·e·s. Ses écosystèmes marins remarquables et sa biodiversité exceptionnelle en font, depuis 2008, un site prioritaire à protéger par l'État malgache. Mais cette richesse naturelle est aujourd'hui menacée : la population dépend fortement des ressources locales pour vivre, entraînant surpêche, déforestation et dégradation des écosystèmes. Cette pression croissante sur les milieux naturels a fait émerger la nécessité d'une gestion concertée et durable.

Dans cette perspective, depuis 2015, le Gret intervient à Sainte-Marie en tant que promoteur de la future aire protégée, en facilitant le dialogue entre l'État, les communautés locales et le secteur privé sur la gestion des zones côtières. La communauté locale est activement engagée dans ce processus via la PCADDISM, une association dont la mission est de protéger les biens communs de l'île et de défendre les droits environnementaux et culturels de ses habitant·e·s.

La PCADDISM et le Gret ont mené ensemble un travail de concertation afin de définir un zonage de 265 000 hectares de zones marines et terrestres en vue de la création d'une future aire protégée, prenant en compte la préservation des savoirs et des coutumes locales. En 2023, les deux organisations ont appuyé un processus démocratique de formulation d'un « dinabe », ensemble de règles coutumières du vivre ensemble liant les humains, les ancêtres et la nature.

En 2024, la PCADDISM et le Gret ont déposé une demande de mise en protection temporaire de l'aire protégée. Le zonage a été réparti en « zones d'utilisation durable », en « zones d'occupation contrôlée » et en « noyaux durs » autour de cibles de conservation liées aux écosystèmes ou aux espèces à valeur culturelle.

2022-2025 (phase 2) | Budget : 450 K€ | Financement : AFD, Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF), Fondation GoodPlanet, Fondation Maisons du Monde, Fondation Prince Albert II de Monaco, Projet RECOS de la Commission de l'océan Indien

## VIETNAM

### RENFORCER LE RÔLE ÉCONOMIQUE ET CITOYEN DES FEMMES DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES

La réserve naturelle de Pu Luong, située au centre-nord du Vietnam, abrite 13 320 ha de forêts strictement protégées et des centaines d'espèces végétales et animales, dont plusieurs sont menacées.

Pour les 13 275 habitant·e·s de la réserve et des villages alentours, issu·e·s des minorités ethniques Thai et Muong, les forêts de la réserve représentent une ressource essentielle. Ne possédant que peu de terres agricoles, ils et elles vivent principalement des services mal rémunérés de protection des forêts, de l'élevage et de la collecte des produits forestiers. Les femmes en sont particulièrement dépendantes, bien qu'elles soient très peu associées aux décisions concernant leur usage.

En dépit des restrictions légales, les communautés continuent donc d'accéder aux forêts situées dans les zones protégées pour répondre à leurs besoins essentiels et préserver leurs pratiques culturelles traditionnelles.

Le Gret a mené un projet pour renforcer le rôle économique et citoyen des femmes dans la gestion des ressources naturelles. En s'appuyant sur le potentiel touristique de la réserve, il a permis à 237 femmes, fédérées au sein de sept groupes coopératifs, de créer des services (moto-taxi, hébergement, circuits touristiques guidés, produits agricoles, etc.) contribuant à améliorer l'attrac-

tivité de la zone tout en augmentant leurs revenus. Le Gret a également animé un processus de concertation avec les autorités afin de créer un mécanisme de partage équitable des bénéfices au profit des communautés, en contrepartie de services environnementaux. Au terme du projet, les cas d'empiètement sur les forêts avaient diminué de 56 %.

2020-2024 | Budget : 420 K€ | Financement : Fondation Audemars Piguet, Fondation Alstom, Fondation RAJA-Danièle Marcovici

- ← Projet Tsara Kobaby sur l'île de Sainte-Marie à Madagascar. © Maisons du Monde Foundation
- ↓ Réserve naturelle de Pu Luong au Vietnam.



 **LES ACTIONS MENÉES EN 2024 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 2, 13, 14 ET 15.**





# UN ACCÈS UNIVERSEL À DES SERVICES ESSENTIELS

*Les services d'eau, d'électricité, d'assainissement et de gestion des déchets sont fondamentaux pour répondre à nos besoins prioritaires. Le Gret favorise ainsi l'accès universel et équitable à des services essentiels de qualité, dans le respect de l'environnement. Ses actions s'inscrivent dans une démarche partenariale avec les autorités locales, le secteur privé ainsi que les usager-e-s et citoyen-ne-s pour une construction et une gestion concertée, pérenne et inclusive de ces services.*

## 15 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, Congo, Côte d'Ivoire, France, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Togo



## QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2024

### BURKINA FASO

### STRUCTURER LE MARCHÉ DE L'ASSAINISSEMENT DANS 32 COMMUNES

Au Burkina Faso, le taux d'accès aux services élémentaires d'assainissement et d'hygiène est particulièrement faible. Dans ce contexte, le Gret mène un projet d'amélioration de l'accès aux services d'assainissement dans 32 communes réparties entre la Région de l'Est, la Boucle du Mouhoun et les Hauts Bassins.

Les équipes forment des entrepreneurs locaux à la production d'équipements et travaillent à la mise en

place d'un fonds de subvention dédié aux ménages vulnérables pour qu'ils accèdent aux infrastructures. Elles sensibilisent également les populations aux pratiques hygiéniques en assainissement.

Depuis, plus de 60 entrepreneurs ont été formés aux techniques de production et vente de latrines, créant des emplois et un marché local dynamique. En tout, 25 500 latrines ont été installées, dont 4 000 pour les populations les plus vulnérables.

Le projet a permis le passage à l'échelle d'une approche du marketing de l'assainissement développée par le Gret pour réduire les coûts de production et optimiser les coûts de mise en œuvre et d'accompagnement, afin d'atteindre un accès universel à des toilettes améliorées.

2019-2025 | Budget : 6 M€ | Financement : AFD

## HÀÏTI

### FAIRE COMMUN AUTOUR DES MARCHÉS DE PORT-AU-PRINCE

À Port-au-Prince, les marchés ne sont pas seulement des lieux incontournables pour la fourniture de produits de base, ils constituent aussi de véritables espaces de socialisation dans la capitale haïtienne. Même en période de crises multiples, les acteurs et actrices qui composent ces marchés parviennent à s'engager dans des formes d'actions collectives. Depuis 2019, le Gret accompagne une dynamique de « faire commun » autour de ces lieux.

Le Gret intervient auprès des acteurs et actrices de trois marchés de Port-au-Prince (Salomon, Canapé Vert et Ravine Pintade) dans un processus de renforcement de compétences et de capacité d'agir. Initialement axé sur l'amélioration de la gestion des déchets, l'équipe a rapidement élargi le périmètre du projet à d'autres sujets de préoccupation identifiés par les acteurs : l'accès à l'eau, l'assainissement et le drainage, l'électricité ou encore la cuisson propre.

L'équipe a adopté un positionnement d'intermédiation sociale entre les acteurs clés (associations de marchandes, directeurs des marchés, marchandes influentes, personnes

en support à la vente, travailleurs informels, services techniques de la mairie) et soutenu l'émergence d'une forme de gouvernance partagée au sein d'un cadre de concertation et de réflexion. Cette approche permet de (ré)apprendre à « faire ensemble » autour d'intérêts communs, tout en libérant la parole de celles et ceux qui sont habituellement exclus des décisions — femmes, travailleurs informels stigmatisés —, et en encourageant la prise de responsabilité de toutes et tous dans la gestion des équipements et services des marchés.

2019-2025 | Budget : 1,4 M€ | Financement : AFD, Clean Cooking Alliance, Fondation Setec, Gouvernement de la Principauté de Monaco, UE

## MADAGASCAR

### UN PROJET D'ÉLECTRIFICATION INNOVANT, AU SERVICE DES POPULATIONS RURALES

À Madagascar, le taux d'électrification rural est inférieur à 10 %. Cette faible couverture s'explique en partie par le coût élevé d'investissement pour améliorer et déployer le réseau électrique.

Le projet « Numérisation d'un opérateur social d'énergie » vise, dans ce contexte, à étendre la distribution d'une électricité durable dans les territoires ruraux. Comment ? En

accompagnant le développement de la société SM3E dans le changement de son statut et de son organisation afin que cet opérateur social d'électrification rural puisse assurer pleinement sa mission d'entreprise sociale, en utilisant une solution technologique innovante basée sur l'internet des objets. Cette solution de surveillance des réseaux permet de réduire le délai d'identification des défaillances et d'améliorer la qualité du service.

Pour Eva Hanitriniaina Sahondralaina, cheffe de projet au Gret Madagascar « la solution apportée par le Gret allie une innovation technologique à la structuration d'une entreprise sociale dont la priorité est la qualité du service. Cela permet de garantir un meilleur accès à l'électricité pour les usagers et usagères ».

Le projet a déjà conduit à la réhabilitation et à la remise en service des infrastructures d'électrification dans les communes rurales de Tolongoïna et d'Ambatolaona. Le système de supervision du réseau de distribution et l'installation de compteurs intelligents ont permis d'optimiser l'usage de l'électricité.

À terme, cette numérisation doit favoriser le passage à l'échelle pour l'extension du service de l'électricité sur d'autres sites.

2024-2026 | Budget : 150 K€ | Financement : AFD, Région Hauts de France



- Faire commun autour des marchés de Port-au-Prince, projet Urbayiti en Haïti.
- Amélioration de l'accès aux services élémentaires d'assainissement et d'hygiène au Burkina Faso, projet Ohangu.

 **LES ACTIONS MENÉES EN 2024 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 6, 7 ET 12.**





# DES VILLES RÉSILIENTES ET CITOYENNES

*L'ensemble de la population et des usager-e-s d'un territoire ou d'un quartier, même précaire, a le droit de vivre dans un environnement sain et digne, à proximité des services, et de participer à la fabrique et à la gestion de la ville. L'urbanisation rapide, les bouleversements climatiques en cours, ainsi que des modèles de développement insoutenable compromettent ce droit. Dans ce contexte, le Gret s'engage pour un urbanisme citoyen, solidaire et responsable vis-à-vis des ressources locales. Il accompagne les organisations de la société civile et les autorités locales afin qu'elles développent des politiques et des projets orientés vers la réduction des inégalités et des vulnérabilités.*

## 9 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana, Kenya, Madagascar, République centrafricaine, République démocratique du Congo, Sénégal, Togo



## QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2024

### BURKINA FASO

### SIX ANS D'EXPÉRIMENTATION URBAINE À OUAGADOUGOU

De 2018 à 2024, la Pépinière urbaine de Ouagadougou (PUO), soutenue par l'Agence française de développement (AFD) et la commune, a mis en place une approche participative d'aménagement en impliquant les habitant-e-s dans la transformation des espaces publics prévue par le grand Programme de développement durable de Ouagadougou (PDDO2).

Sur sept sites des arrondissements 3 et 5 de la capitale, des équipements sportifs et culturels temporaires ont été conçus avec les habitant-e-s et améliorés selon leurs besoins : plateaux sportifs, espaces de jeux, podiums, salles démontables, etc. L'objectif de cette démarche était de tester des aménagements pour identifier les équipements les plus pertinents à pérenniser au sein du PDDO2 et d'encourager l'appropriation de ces espaces par les futur-e-s usager-e-s.

Pour encourager la fréquentation et l'appropriation des sites, la PUO a organisé des grands événements rassemblant des centaines de personnes et soutenu 89 associations et artistes dans l'organisation de leurs propres

initiatives liées au sport, à la culture, au genre ou à l'environnement.

Les équipes de la Pépinière ont également mis en place des comités de gestion citoyenne collaborant avec la mairie dans la gestion de l'accès et de l'entretien des sites. Convaincue par l'expérience, la commune de Ouagadougou a souhaité l'appui de la PUO pour étendre ce modèle à d'autres sites municipaux et institutionnaliser les comités de gestion. Clôturée fin 2024 dans un contexte politique tendu, la PUO laisse une expérience forte de dialogue entre la mairie et les citoyen-ne-s qui attendent désormais la livraison des équipements définitifs auxquels ils et elles ont contribué. Cette approche a inspiré d'autres villes africaines et alimente un réseau de pépinières urbaines facilité par le Gret et ses partenaires dans plusieurs grands projets de l'AFD.

2018-2024 | Budget : 1,7 M€ en 3 phases |  
Financement : AFD | Partenaire : Humanité & Inclusion (2018-2020)

## MADAGASCAR

### « UN LOGEMENT DIGNE POUR TOUTES ET TOUS ! »

Entre février et novembre 2024, une équipe franco-malgache du Gret a mené l'évaluation de la deuxième phase du projet « Un logement digne pour toutes et tous ! », visant à concevoir des modèles d'habitat social avec et pour les habitant-e-s de deux quartiers précaires d'Antananarivo. Financé par la Fondation pour le logement des défavorisés et l'AFD, le projet a été mis en œuvre par l'association Fonenana Mendrika (AFM) entre 2021 et 2024, avec l'appui d'une dizaine de partenaires malgaches et français.

L'évaluation a croisé analyse documentaire, visites de terrain, entretiens avec 100 acteur-ric-e-s et un atelier d'auto-évaluation de l'AFM. Le Gret a examiné les effets du projet sur les conditions de vie des publics cibles et la pertinence de l'approche collective testée dans quatre micro-quartiers, combinant habitat, espaces communs et équipements sanitaires et des méthodes participatives utilisées. Il a aussi évalué le partenariat, la gouvernance du projet et le plaidoyer ainsi

que la solidité de l'AFM et ses perspectives de pérennisation.

L'évaluation conclut à des résultats positifs sur le plan social et urbain mais reste plus mitigée sur la gouvernance et l'autonomie de l'AFM. Elle formule des recommandations stratégiques sur les groupes cibles, les zones d'intervention, le recentrage thématique, partenarial et en termes de plaidoyer en vue d'une éventuelle phase 3. Les améliorations opérationnelles proposées portent sur le foncier, le financement du logement et l'accompagnement post-chantier, ainsi que le renforcement de l'AFM.

2024 | Budget : 28 K€ | Financement : Fondation pour le logement des défavorisés

## RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

### RENFORCER LA RÉSILIENCE URBAINE À KINSHASA

Le projet To Petola (« Assainissons ensemble ») vise à renforcer la résilience urbaine dans trois quartiers de la capitale Kinshasa densément peuplés et précaires, confrontés à des problèmes chroniques de gestion des déchets solides et à des inondations récurrentes. Les 80 000 habitant-e-s de ces quartiers sont ainsi exposé-e-s à l'insalubrité et à une forte dégradation de leur qualité de vie.

Le projet est porté par la ville de Kinshasa. Cette dernière réalise un ensemble d'actions d'aménagement et d'équipement visant à renforcer les infrastructures existantes : gros travaux en matière de drainage, voirie, endiguement et relevage des eaux, etc. Le Gret et son partenaire Caritas Kinshasa assurent pour leur part la maîtrise d'œuvre urbaine et sociale. Leur rôle consiste, notamment, à faciliter la mise en œuvre des activités d'intermédiation sociale et l'intégration de la société civile dans le projet. Ils sont également responsables de la structuration sociale des quartiers autour de la gestion du service de pré-collecte des déchets et de l'entretien des ouvrages de drainage et de réduction des risques. Ils réalisent aussi de petites actions d'aménagement, de construction, de sensibilisation visant à améliorer le réseau de drainage, à lutter et à réduire les risques d'inondation.

Le projet prévoit un accompagnement spécifique des acteurs locaux, incluant la société civile et les travailleur-euse-s informel-le-s de la filière déchets. Des actions de sensibilisation et de formation sont mises en place pour améliorer la pré-collecte des déchets plastiques et la gestion du risque d'inondations, avec la mise en place d'une station de pompage des eaux et le renforcement des dispositifs communautaires d'alerte.

En 2024, le Gret et Caritas Kinshasa ont coordonné et appuyé plusieurs organisations communautaires dans la réalisation de travaux de drainage contribuant fortement à la lutte contre les inondations.

2023-2026 | Budget : 2,9 M€ | Financement : AFD | Partenaire : Caritas Kinshasa



- ↑ Habitat social conçu dans un quartier précaire d'Antananarivo à Madagascar, projet « Un logement digne pour toutes et tous ! ».
- ↗ Aménagement dans un quartier de Kinshasa, projet To Petola en République démocratique du Congo.

### LES ACTIONS MENÉES EN 2024 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 10 ET 11.





# ACCOMPAGNER LES JEUNES À S'INSÉRER DANS LA SOCIÉTÉ

*L'accès à un emploi décent, en particulier pour les jeunes, est un levier essentiel du développement des pays. Le Gret conçoit et met ainsi en œuvre des dispositifs innovants dans le secteur de la formation et de l'insertion professionnelle ancrés dans les réalités économiques et sociales locales, pour répondre aux besoins de formation du marché du travail et d'accompagnement des jeunes afin d'améliorer leurs perspectives d'insertion dans l'emploi décent. Dans ses actions, le Gret adopte des approches et des méthodologies visant à accompagner les jeunes à devenir acteur-riche-s de leur insertion « intégrale » : non seulement professionnelle et économique, mais également sociale, citoyenne, environnementale et climatique. Engagé à transformer la place donnée aux jeunes, le Gret contribue à renforcer leur pouvoir d'agir individuel et collectif pour qu'ils et elles deviennent des acteurs sociaux, économiques et écocitoyens de leurs territoires.*

## 13 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, Congo, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, République démocratique du Congo, Sénégal, Tunisie, Vietnam



## QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2024

### SÉNÉGAL

## LE SPORT COMME LEVIER D'INSERTION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE

En 2026, le Sénégal accueillera les Jeux Olympiques de la Jeunesse. Une réelle opportunité pour favoriser l'insertion des jeunes dont se saisit le Gret avec le projet « Initiative FIT! Sénégal », dont l'acronyme « FIT » signifie « courage » en wolof.

Les équipes du Gret accompagnent ainsi 800 jeunes femmes et hommes à travers un parcours « d'orientation - formation - insertion » : celui-ci inclut non seulement une dimension professionnelle et économique, mais également les dimensions sociale, citoyenne, environnementale et climatique, traitées par un projet complémentaire mené à Dakar, nommé JEPACE<sup>1</sup>.

L'un des objectifs du projet est de renforcer des établissements de formation professionnelle et technique sur l'approche du sport comme outil de

<sup>1</sup>. Jeunesses Pouvoir Agir pour la Citoyenneté et l'Environnement.

développement des compétences psychosociales des jeunes. Des dispositifs d'accompagnement et d'insertion des jeunes sont également soutenus afin d'assurer la réussite de leur parcours.

En partenariat avec le ministère de la Formation professionnelle et technique, l'initiative permettra de développer des approches innovantes et de promouvoir les valeurs de l'olympisme comme leviers d'insertion des jeunes.

2023-2027 | Budget : 1,3 M€ | Financement : LuxDev

## TUNISIE

### FAVORISER UNE CULTURE DE LA CAPITALISATION DANS LE DOMAINE DE L'ENSEIGNEMENT ET DE L'APPRENTISSAGE DES LANGUES

En Tunisie, dans le cadre du projet PARLE<sup>2</sup> mis en œuvre par Expertise France en appui au ministère l'Éducation, le Gret est mobilisé pour apporter son expertise en matière de valorisation et de partage des enseignements et connaissances tirées des projets. Il fournit une assistance technique pour la co-construction d'un dispositif de capitalisation des actions menées dans le domaine de l'enseignement multilingue (arabe littéraire et français). Cette mission s'inscrit dans le cadre de ce projet cofinancé par l'Union européenne et l'AFD, en appui à la maîtrise des langues d'enseignement (arabe et français) et au renforcement des capacités du ministère tunisien.

À travers des formations théoriques et pratiques et la mise en place de groupes de travail aux niveaux central et déconcentré du ministère, le Gret accompagne les acteurs et actrices de toutes les directions du ministère dans la co-construction de leurs propres outils. Il assure aussi un suivi pour la mise en œuvre du dispositif de capitalisation qui devrait permettre d'alimenter plus largement la réflexion sur les politiques publiques pour l'enseignement et l'apprentissage des langues. Ce dispositif doit également servir de référence pour d'autres projets et, au-delà, favoriser une culture de la capitalisation au sein du ministère.

2024-2027 | Budget : 216 K€ | Financement : Expertise France

2. Projet d'appui au renforcement linguistique des élèves.

## VIETNAM

### L'ÉDUCATION NUMÉRIQUE AU SERVICE DE L'INSERTION ET DE L'EMPOWERMENT DES JEUNES FEMMES

Au Vietnam, le secteur des technologies de l'information et de la communication se développe rapidement, offrant de nouvelles opportunités. Cependant, les disparités dans l'accès à l'apprentissage des compétences numériques restent importantes, creusant encore les inégalités sociales. L'accès est notamment plus faible dans les zones rurales, et particulièrement pour les femmes.

Parce que les compétences numériques constituent un facteur clé de l'intégration économique et sociale et de l'autonomisation, le Gret a lancé le projet « Industrial Workers Go Digital ». Ce projet, à l'intention des jeunes — et en particulier des femmes — qui quittent les zones rurales pour venir travailler dans les zones industrielles de la province de Quảng Nam, aborde l'éducation digitale dans une perspective d'insertion et d'empowerment. Il renforce les compétences numériques de 500 jeunes femmes de la province, avant et après avoir rejoint la population active dans les zones industrielles, afin de favoriser leur accès à l'éducation et à un travail décent.

Le projet cible les jeunes du district de Nam Giang, l'un des plus pauvres du Vietnam, avant qu'elles n'émigrent dans les zones industrielles. Les équipes du Gret développent pour cela des programmes d'éducation numérique avec les enseignant-e-s des écoles formelles ainsi que des activités extrascolaires. Elles s'occupent également de l'éducation informelle au sein des communautés ethniques minoritaires du district.

En parallèle, les équipes du projet s'engagent auprès des travailleurs et travailleuses du district de Dien Ban — l'un des districts ayant la plus forte concentration de zones industrielles —, en collaboration avec les syndicats de femmes. L'objectif est de s'assurer que les jeunes travailleuses renforcent leurs compétences techniques et gagnent en confiance grâce



## PUBLIÉS EN 2024

*Les jeunes dans les rapports intergénérationnels*, Syrine Ktari, Gret, 8 p., Note de synthèse Convention programme Jade, n° 3.

*Quels sont les enjeux de la prise en compte des jeunes dans des contextes fragiles ?*, Fanasina Ratsimbazafy, Gret, 8 p., Note de synthèse Convention programme Jade, n° 4.

à l'amélioration de leurs compétences sociales et numériques et de leurs nouvelles capacités de réseautage.

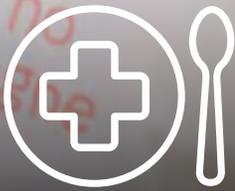
2024-2027 | Budget : 677 K€ | Partenaires : AFD, UE (Global Gateway) | Partenaires : Batik International, Vietnet-ICT



- ↑ Atelier de partage et de remise des kits de création d'entreprise à Kolda, projet « Initiative FIT! Sénégal ».
- ↗ Élèves du lycée To Huu dans le district de Nam Giang au Vietnam, lors d'un cours de contenu numérique, projet Industrial Workers Go Digital.

### LES ACTIONS MENÉES EN 2024 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 5, 8 ET 10.





# UNE ALIMENTATION SAINNE ET DES SOINS DE QUALITÉ

*Contribuer au bien-être de toutes et tous à tout âge et améliorer la nutrition des plus vulnérables passe par le renforcement de l'accès à une alimentation saine et équilibrée ainsi qu'à des soins de santé de qualité. C'est pour atteindre ces objectifs que le Gret améliore les régimes alimentaires ainsi que les connaissances et pratiques de soins des plus vulnérables, principalement des femmes et des enfants de moins de cinq ans. Il renforce également les systèmes de santé ainsi que les dispositifs de protection sociale.*

## 11 PAYS D'INTERVENTION

Burkina Faso, Cambodge, Côte d'Ivoire, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Myanmar, Niger, Sénégal



## QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2024

### HAÏTI

## AMÉLIORER LA SANTÉ MATERNELLE ET INFANTILE

En Haïti, le Gret et l'organisation nationale SOFA contribuent à améliorer la santé maternelle et infantile dans les départements du Sud et de la Grand' Anse. Dans le cadre du projet Timama 2<sup>1</sup>, les deux organisations encouragent la recherche de soins en

<sup>1</sup> Le projet Timama 2 a pour objectif la poursuite de l'amélioration et la consolidation des soins maternels et infantiles en Haïti, notamment à travers le renforcement de capacités d'une vingtaine d'institutions sanitaires soutenues dans les départements du Sud, la Grand'Anse et le Nord-Ouest. Ce projet est opéré par trois ONG internationales (le Gret, EMI et ID) et deux organisations nationales (SOFA et SOE).

matière de santé materno-infantile et de santé sexuelle et reproductive en renforçant les capacités des communautés. Le projet implique activement et fait travailler ensemble les autorités locales, les leaders communautaires et les institutions sanitaires.

Malgré un contexte de crises socio-économique et politique aux conséquences délétères pour des populations déjà fragilisées, les équipes sont parvenues à déployer leurs activités tout au long du projet. Elles ont mené plusieurs actions de sensibilisation, de prévention et d'éducation sur la santé materno-infantile, les droits sexuels et reproductifs et les violences basées sur le genre. Une mobilisation sociale a notamment été organisée pour informer et encourager les communautés à agir, ensemble, en faveur de la réduction des grossesses précoces.

Le projet a également permis de renforcer les capacités d'agent-e-s de santé communautaires : ce volet vise à rendre les services de santé plus accessibles aux populations. Les équipes ont aussi accompagné la prise en charge de femmes victimes de violences. Enfin, des « caisses de solidarité » ont été mises en place pour couvrir les frais liés au transport en cas d'urgence médicale et obstétricale.

Les activités menées ont renforcé les capacités locales afin de créer un environnement favorable pour les femmes enceintes, les filles et les adolescentes.

2021-2024 | Budget : 1,8 M€ | Financement : AFD | Partenaire : SOFA

## MADAGASCAR / NIGER

### AGIR EN FAVEUR DES POPULATIONS EN SITUATION D'INSÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE SÉVÈRE

Le Niger et Madagascar comptent parmi les pays les plus touchés par la malnutrition, avec près d'un enfant de moins de 5 ans sur deux souffrant de malnutrition chronique et plus de 12 % de malnutrition aiguë. Cette situation, liée au niveau de pauvreté élevé de ces pays, est exacerbée par des facteurs tels que l'insécurité alimentaire chronique ainsi que les chocs liés aux aléas climatiques, aux déplacements de populations, aux épidémies, à l'accès limité aux services de santé et aux impacts socio-économiques des crises politiques et sécuritaires.

Dans le cadre de l'Aide alimentaire programmée, un outil dédié du ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères en faveur des populations en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle sévère, le Gret mène des actions dans ces deux pays.

Au Niger, le projet cible près de 37 000 personnes dans les départements de Dakoro et Mayahi de la région de Maradi, l'une des plus sinistrée du pays. Les équipes fournissent une assistance alimentaire à 35 000 ménages vulnérables pendant la période de

↳ Séance de dépistage de malnutrition aiguë modérée et sévère dans la région Androy à Madagascar. © Juliette Kabore

soudure, avec 4 000 enfants de moins de 5 ans, 3 000 femmes enceintes et allaitantes et 1 600 élèves dans les écoles communautaires. Elles prennent en charge nutritionnellement 300 enfants et 200 femmes malnutries aigües modérées. Le projet intègre également une forte composante genre, essentielle dans un contexte marqué par des inégalités persistantes et un taux élevé de violences basées sur le genre. En sensibilisant aux bonnes pratiques nutritionnelles et de genre, le projet vise à instaurer des solutions durables.

À Madagascar, le projet se concentre dans la région Androy, souffrant de conditions climatiques extrêmement rudes et d'un accès insuffisant aux infrastructures et services de base. Ce projet permet d'apporter une assistance alimentaire à 1 600 ménages vulnérables, de dépister 7 000 couples mères/enfants pour la malnutrition aiguë, dont 1 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë modérée seront pris en charge, et de distribuer des collations fortifiées à 1 000 élèves dans les écoles communautaires. Par ailleurs, il renforce les activités génératrices de revenus pour 800 ménages et sensibilise plus de 10 000 personnes aux bonnes pratiques en matière de nutrition, d'hygiène et de soins.

Madagascar : 2024-2026 | Budget : 730 K€ | Financement : MEAE // Niger : 2024-2025 | Budget : 1 M€ | Financement : MEAE

## NIGER

### PROMOUVOIR LA PRODUCTION ET LA VENTE D'ALIMENTS FORTIFIÉS POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION

Au Niger, la situation nutritionnelle demeure fragile, en particulier chez les nourrissons, les jeunes enfants et les femmes en âge de procréer. Ce contexte s'explique en grande partie par un accès limité à une alimentation adaptée et abordable, ainsi que par des pratiques nutritionnelles peu optimales.

Depuis 2022, le Gret met en œuvre un projet de sécurité alimentaire à Filingué, dans la région de Tillabéry. Celui-ci accompagne un groupement féminin dans la production, la promotion et la vente d'aliments fortifiés,



PUBLIÉ EN 2024

Accompagner la construction d'un système d'assurance santé. Retours d'expérience sur vingt-cinq années d'actions au Cambodge (1998-2023), Sophie Biacabe (dir.) (2024), Éditions du Gret, 40 p., Cahier projet.

à travers la construction d'une unité de transformation agroalimentaire et le renforcement des compétences en gestion, transformation et commercialisation.

Enfin, dans le cadre de son engagement en faveur de la transition écologique, le Gret conduit une étude environnementale visant à identifier les vulnérabilités de la filière et ses impacts sur le climat et la biodiversité. Ce diagnostic permet, en concertation avec les acteurs et actrices du projet et les autorités locales, de définir des mesures pertinentes d'adaptation et d'atténuation : promotion de pratiques respectueuses de l'environnement, sensibilisation aux enjeux climatiques, végétalisation et protection des infrastructures contre les aléas climatiques, et installation de systèmes photovoltaïques.

2022-2025 | Budget : 350 K€ | Financement : Principauté de Monaco et fonds d'appui du Gret

 LES ACTIONS MENÉES EN 2024 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 3 ET 5.





# UNE AGRICULTURE ET DES FILIÈRES AGROALIMENTAIRES DURABLES

*L'appui à l'agriculture paysanne et aux petites et moyennes entreprises locales est nécessaire pour le développement durable de l'agriculture, des filières agroalimentaires et la sécurité alimentaire. Pour cela, le Gret met en œuvre des projets, des études, capitalisations et formations et contribue aux politiques publiques. Ses actions intègrent notamment le soutien à la juste rémunération des paysan-ne-s et des acteur-ric-e-s de la transformation agroalimentaire, la transition agroécologique, l'approvisionnement des marchés nationaux et régionaux en produits de qualité et la montée en puissance de systèmes alimentaires territorialisés. Elles s'inscrivent aussi dans le renforcement des structures collectives, ainsi que la participation des femmes et des jeunes aux prises de décision.*

## 16 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge, Congo, Côte d'Ivoire, Ghana, Guinée, Haïti, Laos, Madagascar, Mauritanie, Myanmar, Nigeria, Sénégal, Togo, Vietnam



## QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2024

### BURKINA FASO

## RENFORCER LA RÉSILIENCE DES POPULATIONS AFFECTÉES PAR LES CRISES

Dans la province du Tuy et dans les autres territoires du triangle Ouagadougou - Koudougou - Dédougou - Bobo-Dioulasso (OKDB), les populations font face à la fois aux conséquences de la crise sécuritaire et aux effets du changement climatique. C'est dans ce contexte que le Gret et ses partenaires ont lancé le projet OKDB-Tuy, dont l'objectif est de

renforcer la résilience des populations et favoriser la cohésion sociale dans les sept communes de la province.

Les équipes du projet accompagnent ainsi le développement de plusieurs filières agrosylvopastorales via la mise en œuvre de pratiques agro-écologiques, tout en assurant la réhabilitation et la préservation durable des forêts communautaires. Elles œuvrent également à l'insertion socio-économique des personnes déplacées internes et des populations hôtes — en particulier des femmes et des jeunes — dans les métiers et activités agrosylvopastoraux et para-agricoles. Les activités sont réalisées en étroite collaboration avec les services techniques déconcentrés de l'État et les collectivités territoriales.

Les exploitations agricoles ainsi que les micro, petites et moyennes entreprises sont au cœur du projet. Les équipes les appuient dans leur professionnalisation et renforcent leurs capacités institutionnelles et organisationnelles. Le choix de filières prometteuses est adapté aux contextes agroécologiques et vise la territorialisation des systèmes alimentaires. L'appui aux filières agrosylvopastorales locales pourra ainsi jouer un rôle moteur dans l'essor de systèmes de production intégrés, permettant l'approvisionnement des villes en produits sains et durables.

2023-2027 | Budget : 4 M€ | Financement : UE | Partenaires : Centre écologique Albert Schweitzer Burkina Faso, COPSA-C, Organisation catholique pour le développement et la solidarité de Dédougou

## MYANMAR

### AGIR POUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE DES COMMUNAUTÉS

Dans un contexte birman marqué par une succession de crises sanitaire, politique, économique et sociale, le Gret mène le projet Alive-FNS en partenariat avec une ONG locale et le Cirad. Son objectif : contribuer à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des petit·e·s exploitant·e·s agricoles vulnérables et de leurs communautés en renforçant la résilience et l'inclusion des chaînes de valeur fragilisées par la perturbation des marchés et des chaînes d'approvisionnement.

Dans les régions du Chin et de l'Ayeyawardy, le projet répond à la fois aux besoins immédiats des ménages fortement impactés par les crises et à l'amélioration à moyen et long terme des chaînes de valeur du riz, du konjac et des légumes.

L'action permet d'améliorer la disponibilité et l'accès à une alimentation nutritive, saine et diversifiée ainsi qu'une meilleure sensibilisation des acteurs des filières et de leurs communautés aux bonnes pratiques alimentaires, de soins et d'hygiène. Les équipes du projet agissent ainsi pour le développement d'une agroécologie résiliente et pérenne, générant des revenus pour les producteur·rice·s, réduisant

➤ Agroécologie dans la région du Chin au Myanmar, projet Alive-FNS.

leur dépendance aux intrants importés et encourageant une transition écologique cruciale pour renforcer la résilience au changement climatique. Le projet appuie l'amélioration des conditions de transport du champ aux marchés et l'accès à de nouveaux débouchés commerciaux.

Fin 2024, le projet a appuyé plus de 21 000 personnes, exploitant·e·s, acteurs des filières, familles affectées par les crises ou déplacées par le conflit armé, femmes enceintes et allaitantes, communautés.

2021-2025 | Budget : 6,51 M€ | Financement : UE, gestion AFD | Partenaires : Cirad, Corad

## SÉNÉGAL

### DES CANTINES SCOLAIRES MOBILES POUR LUTTER CONTRE LA MALNUTRITION ET SENSIBILISER À L'AGROÉCOLOGIE

Au Sénégal, 31 % des décès d'enfants sont dus à la malnutrition et 75 % des enfants n'ont pas une alimentation suffisamment variée. La malnutrition a des impacts sur leur vie et leur développement et constitue un obstacle à leurs capacités d'apprentissage. Ce phénomène est dû au manque de ressources des familles, mais aussi à une mauvaise compréhension des bonnes pratiques alimentaires et un accès limité à des aliments sains et nutritifs.

Dans ce contexte, le Gret et l'association sénégalaise Agora ont lancé Alija<sup>1</sup>, un projet de cantines scolaires mobiles et de jardins pédagogiques dans des écoles de la commune de Gandon (Région de Saint-Louis). Le projet vise à améliorer l'état nutritionnel des écoliers et écolières et à sensibiliser les enfants et leurs familles aux pratiques agroécologiques et à la nutrition. Il accompagne également des groupements de femmes vers une transition agroécologique pour approvisionner la cuisine centrale et mettre sur le marché des légumes sains et de qualité.

Le projet propose à 300 élèves des petits déjeuners complets préparés à partir de produits locaux, fournis par des agriculteur·rice·s et des groupe-

1. Alimentation scolaire et jardins pédagogiques au Sénégal.



PUBLIÉ EN 2024

*Économie de l'exploitation agricole Concepts et méthodes pour l'appui au développement agricole dans les pays du Sud*, Laurent Levard, Éditions du Gret/Éditions Quae, 264 p.

ments féminins. Les cantines mobiles qui ne nécessitent pas la construction d'infrastructures, sont moins coûteuses et plus adaptées aux écoles situées en zone rurale périurbaine. Des jardins pédagogiques seront créés pour former les enseignant·e·s et les élèves à des pratiques agricoles durables ainsi qu'aux bonnes pratiques de nutrition.

Le projet vise aussi à étudier les conditions d'extension et de pérennisation de tels dispositifs, mais également à partager les enseignements au sein du Groupe multisectoriel de l'alimentation et de la nutrition à l'école, dont le Gret est membre.

2024-2026 | Budget : 320 K€ | Financement : Stiftung Drittes Millennium (Foundation for the Third Millennium), Pafao-CFSI/FdF, Fondation Bel | Partenaire : Agora

### LES ACTIONS MENÉES EN 2024 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1, 2, 8, 9, 12, 13 ET 15.





# UN ACCÈS PARTAGÉ ET SÉCURISÉ AUX TERRES ET AUX RESSOURCES

*Le foncier se définit comme la gouvernance de l'accès, de l'usage et du contrôle des terres. Il traduit les relations entre les êtres humains à propos de la terre et touche à des enjeux de sécurité alimentaire, de gestion durable des ressources naturelles, de citoyenneté, de cohésion sociale et de développement économique. À travers ses activités, le Gret contribue à faire reconnaître la multiplicité des droits et usages sur la terre et les ressources des territoires. Il cherche à promouvoir des dispositifs locaux de gestion des terres et des ressources naturelles, en s'appuyant sur des enceintes de gouvernance locales, inclusives et décentralisées.*

## 12 PAYS D'INTERVENTION

Bénin, Burkina Faso, Cambodge,  
Côte d'Ivoire, Guinée, Laos,  
Madagascar, Mauritanie, Myanmar,  
Niger, Sénégal, Vietnam

### QUELQUES PROJETS MENÉS EN 2024

#### AFRIQUE

### SOUTENIR LE DIALOGUE POLITIQUE SUR LES QUESTIONS FONCIÈRES

Le Comité technique Foncier & Développement (CTFD), animé par le Gret, accompagne les réflexions des acteurs stratégiques des politiques foncières. En 2024, le CTFD a clôturé une convention de financement de six ans, période durant laquelle il a soutenu des réseaux d'organisations de la société civile et de la recherche engagés dans le dialogue politique sur les questions foncières dans leurs pays au Sénégal, en Guinée, en Côte d'Ivoire, au Bénin

et à Madagascar. Il a aussi produit de nombreux travaux sur les nouvelles dynamiques d'urbanisation, appuyé ses partenaires à documenter et mettre en débat les impacts des déplacements de population induits par la création de zones économiques spéciales ou encore appuyé des réflexions collectives entre pays (France, Maroc, Tunisie) sur les effets du changement climatique sur la gestion des parcours collectifs (adaptations des systèmes d'élevage, implications pour les politiques publiques).

Le CTFD a également soutenu la préparation d'un événement majeur : le Forum de haut niveau sur le pastoralisme « Nouakchott + 10 » qui visait à établir le bilan des dix dernières années d'intervention au Sahel et à dresser des perspectives com-

munes pour la région. Il a fourni un appui direct au Comité inter-États de lutte contre la sécheresse au Sahel et appuyé l'organisation de concertations au Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Mali, Niger, Togo, Ghana et Nigeria, sous la coordination de réseaux d'organisations paysannes et de ses partenaires nationaux. Ces travaux ont permis à la société civile pastorale et agropastorale ouest-africaine de formuler des recommandations communes, largement reprises dans la déclaration finale du Forum.

Les ministres présents au Forum ont réaffirmé leur volonté de poursuivre le processus d'intégration régionale

- ↗ Festival des forêts dans le cadre du projet Commun au Sénégal. © Asapid
- ↓ Diagnostic participatif villageois dans la commune de Djigueni en Mauritanie, projet Khaïma.



en Afrique de l'Ouest et de construire la paix en s'appuyant sur le développement des territoires ruraux et de tous les systèmes d'élevage (mobile, semi-sédentaire, intensif). Cette vision est également déclinée dans la stratégie régionale de développement des élevages et de sécurisation des systèmes pastoraux en Afrique de l'Ouest et au Sahel. Ce processus régional, ainsi que le dialogue politique accompagné par le CTFD à l'échelle nationale, sont ainsi venus soutenir la reconnaissance et la sécurisation des droits d'usage pastoraux, et le droit à la mobilité.

2018-2024 | Budget : 5,5 M€ | Financement : AFD

### MAURITANIE

## AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS AGROPASTORALES ET FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE

Dans le Hodh Chargui, une région aride située à l'extrême est de la Mauritanie, à la frontière malienne, les populations font face à une insécurité alimentaire chronique et à des difficultés d'accès aux services de base. La situation s'est encore aggravée ces dernières années, avec l'arrivée massive de personnes retournées et déplacées fuyant les conflits dans le pays voisin.

Pour répondre à ces enjeux, les équipes du projet Khaïma — un nom donné en référence à la tente des populations nomades, espace de dialogue et symbole d'un habitat adapté au contexte géographique et culturel —, œuvrent à l'amélioration des conditions de vie des populations agropastorales en les impliquant directement dans la mise en place de solutions adaptées et durables.

Une série de diagnostics réalisés dans 35 villages des Moughataas<sup>1</sup> de Timbédra et Djigueni, a permis d'identifier les besoins prioritaires en termes d'infrastructures sociales, hydrauliques, agricoles et pastorales. Ils se sont déroulés de manière participative, en intégrant les perspectives de la population ainsi que celles des services techniques et des autorités concernées, permettant aux

1. Subdivision administrative mauritanienne.

**PUBLIÉ EN 2024**

*Promouvoir une mobilisation citoyenne et une gouvernance partagée des forêts,*  
Papa Faye, avec les contributions de : Amel Benkahla, Aissata Ndiaye, Serigne Ségnane, Iba Mar Faye, Éditions du Gret, Cahier Projet.

équipes du projet de s'assurer que les réponses apportées reflétaient bien les besoins et les aspirations des communautés.

L'appui au secteur agropastoral est également soutenu avec l'aménagement de périmètres maraîchers et par l'animation d'un dispositif de conseil technique adapté. Le projet est aussi axé sur la formation et l'insertion professionnelle. Des jeunes et des femmes seront accompagnés vers des activités leur amenant un revenu afin de renforcer la résilience économique des ménages. Enfin, le projet contribue à la cohésion sociale avec la mise en place de mécanismes locaux de régulation et de prévention des conflits. Ils visent à renforcer les interactions entre les communautés et les autorités locales, en favorisant un environnement de dialogue et de coopération.

2023-2028 | Budget : 6 M€ | Financement : Fondation Facilité Sahel | Partenaires : Ecodev, Tenmiya

### LES ACTIONS MENÉES EN 2024 ONT NOTAMMENT PERMIS DE CONTRIBUER AUX ODD 1 ET 5.



## ÉCONOMIE ET FINANCE INCLUSIVES

*Les initiatives du Gret favorisent l'entrepreneuriat et, plus globalement, le développement de l'économie dans ses dimensions sociales et solidaires. Au-delà du cadre financier conventionnel, la finance et plus largement l'économie inclusive permettent l'accès à des services essentiels. Elles donnent notamment la possibilité à celles et ceux qui n'ont pas accès au secteur financier traditionnel, d'obtenir des crédits afin de financer des activités économiques. Il s'agit d'un enjeu fort pour les pays en développement.*

Le Gret utilise le financement comme un outil au service du développement d'autres secteurs, et concentre ses actions innovantes autour de la finance rurale et agricole, l'entrepreneuriat des jeunes, l'appui aux TPME,

l'économie verte et l'accès à l'eau, à l'assainissement, à l'électricité. Le Gret renforce aussi des institutions financières en leur apportant un appui technique afin qu'elles répondent aux besoins de financement de PME souvent informelles ou, plus généralement, des acteur·rice·s exclu·e·s du secteur financier traditionnel.

Au Myanmar, dans un contexte marqué par des crises climatique, sécuritaire, sanitaire et alimentaire, le Gret et ses partenaires mènent un projet pour améliorer la résilience des ménages ruraux des régions de Sagaing et du Delta<sup>1</sup>, en renforçant leurs capacités à absorber les chocs et à s'adapter aux risques. Cette résilience passe par l'amélioration de l'accès technique, matériel et financier aux facteurs de production, mais également par le renforcement des organisations locales qui appuient ces ménages,

tant dans leur gestion que dans leur offre de services.

Le projet appuie ainsi deux institutions birmanes : Thitsar Ooyin, un organisme créé par le Gret en 2016, qui développe des produits financiers adaptés aux besoins des ménages ruraux et au financement de l'agriculture, notamment dans la région de Sagaing. Et Su Paung Ah Man Ltd qui appuie, conseille et gère les fonds de crédit de 23 coopératives établies dans la région du Delta. Le projet vise donc à traiter les effets des crises successives à la fois sur les clients et sur les établissements financiers afin d'assurer la pérennité de leurs services.

- Unité de production de la farine infantile fortifiée Garin Yara de Filingué au Niger.
- Agriculteurs et agricultrices au Myanmar, projet Resad.



## TRANSITION ÉCOLOGIQUE

*Face aux urgences écologiques, le Gret se mobilise sur la durée, en mettant en œuvre la stratégie « transition écologique » adoptée par l'organisation en 2022.*

*Cette stratégie vise en particulier à accélérer les transitions écologiques sur ses terrains d'intervention, à travers ses projets et partenariats.*

En 2024, le Gret a par exemple achevé une étude au Niger pour évaluer les enjeux environnementaux liés à la construction et au fonctionnement d'une unité de production de farines infantiles fortifiées, soutenue dans le cadre de l'un de ses projets en faveur de la sécurité alimentaire dans la région de Tillabéry. Cette étude comprend une mesure de l'empreinte carbone et une analyse de l'impact des activités de l'unité de production sur la biodiversité. Elle comprend également une analyse des principales vulnérabilités de la chaîne de valeur face aux impacts climatiques et à l'érosion de la biodiversité.

L'équipe projet a été formée pour coordonner la démarche. En concertation avec les acteurs et actrices du projet et les autorités locales, elle a permis de définir des mesures d'atténuation et d'adaptation dont certaines, définies comme prioritaires, ont déjà été mises en œuvre. L'approche permettra, à terme, d'améliorer l'impact d'une dizaine de petites entreprises appuyées par le Gret au Sahel.

Le Gret a également poursuivi ses efforts pour réduire ses propres impacts négatifs sur l'environnement. Une COP interne a été organisée en mai 2024 afin de réaliser un bilan collectif des avancées et des difficultés rencontrées. Des groupes de travail ont été mis en place pour tester des approches pilotes visant à réduire les trajets en avion, en complément des décisions déjà prises à ce sujet en 2023.

Enfin, le Gret continue à s'inscrire dans des dynamiques collectives, pour une promotion des approches plurielles de l'écologie et de la dimension



citoyenne des transitions. Après plus d'un an d'échanges entre activistes de plusieurs continents, le F3E a publié l'ouvrage « Écologie et pouvoir d'agir » où le Gret porte les questions d'inégalités et de responsabilités climatiques. Le Gret a aussi continué de co-animer la Commission Climat & Développement de Coordination SUD.

## GENRE

*La prise en compte des dynamiques de genre et la lutte contre les inégalités femmes-hommes font partie des principes d'action du Gret. Depuis 2019, l'organisation se fixe comme objectif de décliner la question du genre de façon transversale, dans l'ensemble de ses projets.*

Le projet Jagov 2, initié en 2024, a formé 30 jeunes dont 10 femmes au métier d'opérateur de pré-collecte des déchets à Brazzaville au Congo, et sensibilisé 400 jeunes dont 250 femmes aux formations et opportunités offertes par ce métier, jusqu'alors masculin. La Fédération des opérateurs de pré-collecte de déchets a été accompagnée à rendre sa gouvernance plus inclusive au genre. L'équipe a également travaillé, avec les jeunes, à la déconstruction des normes sociales. Les compétences intra et interpersonnelles des jeunes

et des femmes ont été renforcées afin de les rendre acteurs et actrices de leur insertion. D'autres actions ont été réalisées dans le cadre du projet pour faciliter la participation des jeunes femmes, comme l'attribution d'une prime pour la garde de leurs enfants ou encore la fourniture de kits mensuels hygiéniques pour les apprenantes.

Le Gret se dote aussi d'outils opérationnels et forme régulièrement ses équipes à l'approche Genre. En 2024, un nouvel e-learning a été déployé en ce sens. Dans une majorité de projets, il intègre dans ses diagnostics des éléments relatifs au genre, afin de mettre en œuvre et de suivre des plans d'actions dans le but de faire évoluer les rôles et les relations de genre vers plus d'égalité.

En 2024, le Gret a souhaité aller plus loin en impulsant, via son fonds d'appui, des projets innovants dont l'objectif principal est l'égalité femmes-hommes<sup>2</sup>. Deux projets incluant des actions transformatives ont ainsi été lancés pour lutter contre les inégalités structurelles : « Agroécologie et féminisme » au Brésil, pour renforcer l'égalité et l'accès aux droits dans les politiques, et Numer'Elles au Sénégal, pour renforcer, à travers le numérique, l'autonomisation des femmes et la prévention des violences basées sur le genre. ■

1. Projet Resad, financé par l'AFD.

2. Répondant aux caractéristiques du marqueur Genre 2 de l'OCDE.



# NOTRE ORGANISATION

« POUR FAIRE FACE À DES ENJEUX DE PLUS EN PLUS COMPLEXES, L'ESPRIT DE COOPÉRATION EST ESSENTIEL. »



Faire vivre une organisation internationale comme le Gret dans la situation actuelle, n'est pas qu'une affaire de règles, de procédures, de dispositifs administratifs, ni même de management...

Dans un monde de fractures entre le Nord et le Sud, entre l'Est et l'Ouest, où la tentation de repli sur soi est de plus en plus prégnante, le Gret, comme toute organisation internationale et pluriculturelle, porteuse de valeurs, se doit de rester vigilant afin de préserver des relations de solidarité et de cohésion entre toutes ses équipes. Traversée par des questionnements internes légitimes sur l'équilibre entre le siège et le terrain, notre organisation doit veiller à faire vivre des équipes internationales dans un esprit de coopération, nourri d'intelligences collectives.

Cet esprit s'entretient d'abord par le « sens » : celui d'une organisation solidaire, « éveillée » aux inégalités et aux injustices. Une organisation qui contribue par la pratique, par ses actions sur le terrain et le développement de son expertise, à construire un vécu commun dont l'objectif est d'améliorer durablement les conditions de vie des populations. C'est bien

autour de cette conscience commune des enjeux, mais aussi d'une envie forte de travailler ensemble, que se construit tout le sens qui structure le Gret.

Nos équipes, par la diversité de leurs compétences et de leurs cultures sont capables d'apporter une grande variété de solutions face aux problèmes que nous traitons. Il s'agit là d'une immense richesse. Mais cette période d'incertitudes fortes, marquée par des crises multiformes dans les pays où nous agissons et par la baisse de l'aide publique au développement qui met en péril nos projets et nos équipes, peut créer des tensions internes. Dans ce contexte, il est plus que jamais impératif de renforcer la cohérence et la solidarité interne, en favorisant un dialogue ouvert et constructif. C'est grâce à cette solidarité que nous pouvons affronter des situations de plus en plus complexes.

La cohésion de notre collectif suppose aussi une évolution dynamique de notre métier, des rôles qui le constituent, en repensant les liens qui structurent les équipes. Au-delà des organigrammes, la possibilité de s'exprimer professionnellement et personnellement doit être offerte à toutes et tous. Cette évolution passe par une délégation de pouvoirs, rendue possible par une plus grande déconcentration entre le siège et le terrain, ainsi que par la gouvernance partagée qui fait notre identité. Cela nous permet de développer une compétence collective essentielle : la capacité de pouvoir coopérer.



Luc Arnaud,  
directeur général du Gret



# UNE GOUVERNANCE DÉCONCENTRÉE

**L**e Gret est une association internationale composée de 190 membres, pour la plupart issu-e-s de ses pays de représentation.

Les grandes orientations sont prises par l'assemblée générale qui réunit deux fois par an l'ensemble des membres de l'association. Celle-ci est composée à la fois de membres titulaires — salarié-e-s du Gret ayant décidé de poursuivre leur engagement opérationnel dans

un engagement associatif —, et de membres associé-e-s — personnes physiques et morales, publiques ou privées — qui adhèrent à l'objet de l'association.

L'assemblée générale élit un conseil d'administration dont le ou la président-e est élu-e pour quatre années renouvelables. Les membres de l'association désignent également leur directeur général, pour un mandat de quatre ans renouvelable. ■

## COMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### MEMBRES EXTERNES

**Henry de Cazotte,**  
Président

Ancien directeur à l'AFD

**Iharizaka Rahaingoson,**  
Trésorier

Chef d'entreprise

**Aude Flogny**

Ancienne directrice du département de gestion du portefeuille et des appuis spécialisés à l'AFD

**Béatrice de Durfort**

Ancienne déléguée générale du Centre français des fonds et fondations, vice-présidente de la Fédération pour la recherche sur le cerveau

**Bérangère Quincy**

Diplomate

**Chantal Monvois**

Ancienne déléguée générale de la Fondation AgroParisTech

**Didier Cannet**

Médecin, professeur associé au DMG de la Faculté de médecine de Dijon, cadre bénévole à Médecins du Monde

**Myriam Bincaille**

Ancienne déléguée générale de la Fondation Suez

**Pierre Jacquemot**

Diplomate, essayiste et universitaire

**Rolande Djatougbe Aziaka**

Directrice et fondatrice de Eco Conscience TV, co-facilitatrice du grand groupe mondial des ONG accréditées par le PNUE

**Sébastien**

**Mosneron-Dupin**

Chef du service de la commission des affaires économiques du Sénat, ancien directeur général d'Expertise France

### MEMBRES REPRÉSENTANT-E-S ÉLU-E-S DU PERSONNEL

**Justine Scholle**

Responsable de projets systèmes alimentaires et agricoles durables

**Marion Disdier**

Responsable communication et référente Amérique latine

**Sophie Lerouvillois**

Chargée de gestion RH/Paie

### OBSERVATEUR-RICE-S

**Barbara Dufour**

Présidente d'AVSF

**Émilie Klander**

Déléguée aux affaires publiques au Cirad

**Henri Rouillé d'Orfeuill**

Ingénieur agronome, membre fondateur du Gret

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

**CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Président : Henry de Cazotte

**DIRECTEUR GÉNÉRAL**

Luc Arnaud

**DIRECTEUR GÉNÉRAL ADJOINT**

Damien Thibault

**DIRECTION ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE**

Juliette Bienfait

**DIRECTION D'ANIMATION SCIENTIFIQUE**

Charline Rangé

**DIRECTION DES RESSOURCES HUMAINES**

Claire Verdalle

Il existe également au sein du Gret d'autres instances, et notamment :

### UN COMITÉ D'AUDIT

animé par Martine Huneau

**Iharizaka Rahaingoson**

**Muriel Leclercq**

Personnalité extérieure qualifiée

**Sophie Lerouvillois**

### UN COMITÉ D'ÉTHIQUE

en lien avec les partenariats privés

animé par Agathe Cousin

**Henry de Cazotte**

Président

**Luc Arnaud**

Directeur général

**Clémence**

**Boulle-Martinaud**

Responsable de programme santé et nutrition

**Mamisoa Andriamihaja**

Représentant adjoint du Gret à Madagascar

# UNE ÉQUIPE INTERNATIONALE ET SOUDÉE

**A**u 31 décembre 2024, 762 professionnel-le-s déployaient leurs savoir-faire en conjuguant expertise technique (agronomie, urbanisme, hydraulique, économie, anthropologie, nutrition, sociologie, communication, etc.) et compétence en conduite de projet, animation et gestion, pour mener à bien les activités du Gret.

Ces professionnel-le-s se répartissaient ainsi :

- **620 salarié-e-s sous contrat de droit local** dans les pays d'intervention;
- **108 salarié-e-s au siège**;
- **28 salarié-e-s expatrié-e-s**;
- **6 volontaires de solidarité internationale.** ■

## 15 BUREAUX DE REPRÉSENTATION

- **ASIE DU SUD-EST** : Damien Lagandré
- **BURKINA FASO** : Samassa Nalla
- **CAMBODGE** : Keo Socheata
- **CONGO** : Steve Moukendi
- **GUINÉE** : Jean 14 Koivogui
- **HAÏTI** : Héléne Mauduit
- **LAOS** : Arnaud Vontobel
- **MADAGASCAR** : Claire Kabore
- **MAURITANIE** : Mamadou Isma Kane
- **MYANMAR** : Kay Khaing Win
- **NIGER** : Moussa Hainikoye Issa
- **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO** : Didas Kouakoua Kedjouani
- **SÉNÉGAL** : Iba Mar Faye
- **TOGO/BÉNIN** : Julien Garnier
- **VIETNAM** : Ninh Huu Nguyen

## 3 DÉPARTEMENTS

### ALIMENTATION ET ÉCONOMIE RURALE

Prémila Masse

- **Économie et finance inclusives** : Guillaume Lepoutre
- **Gouvernance foncière** : Amel Benkahla
- **Systèmes alimentaires** : Laurent Levard

### POLITIQUES SOCIALES ET CITOYENNETÉS

Mirrdyn Denizeau

- **Genre** : Mélanie Canino
- **Insertion et emploi** : Camille Paquet
- **Santé et nutrition** : Clémence Boulle-Martinaud
- **Villes et habitats** : Sylvain Leynaud

### SERVICES ESSENTIELS ET RESSOURCES NATURELLES

Mathieu Le Corre

- **Ressources naturelles** : Judaël Fétiveau
- **Services essentiels locaux** : Estelle Grandidier, Marion Santi
- **Transition écologique** : Maud Ferrer, Guillaume Quelin

### SERVICE COMMUNICATION ET RESSOURCES PRIVÉES

Agathe Cousin et Marion Disdier

### SERVICES D'APPUI

- **Audit** : Martine Huneau
- **Partenariats et projets innovants** : Olivier Bruyeron
- **Sécurité** : Pascal Valette
- **Systèmes d'information** : Amaury Bertaud
- **Vie associative** : Thierry Rabarijaona

## RÉPARTITION DES SALARIÉ-E-S PAR PAYS

AU 31 DÉCEMBRE 2024

- Madagascar → 160
- Myanmar → 114
- France → 110
- Burkina Faso → 66
- Mauritanie → 56
- Sénégal → 46
- Cambodge → 43
- Haïti → 36
- Niger → 35
- Togo → 28
- Congo → 27
- Laos → 20
- Vietnam → 11
- Guinée → 6
- RDC → 3
- Cameroun → 1

# NOTRE BUDGET

EN 2024 :

**41**  
MILLIONS  
D'EUROS

Comme chaque année, les comptes du Gret ont été vérifiés et certifiés par le cabinet de commissaires aux comptes Doucet, Beth & Associés.

**E**n 2024, le chiffre d'affaires, en baisse de 12 % par rapport à 2023, s'établit à 40 964 K€.

La zone Afrique représente 57 % de nos activités. Madagascar et le Burkina Faso restent nos deux plus gros pays de représentation, grâce à des projets pluriannuels avec des bailleurs qui nous renouvellent leur confiance. Le Myanmar et Haïti, malgré des contextes d'intervention complexes, maintiennent un niveau d'activité élevé.

Le résultat net s'établit à -268 K€, l'excédent brut d'exploitation à -235 K€ et le résultat financier est de -179 k€, en raison de pertes de change, en particulier au Myanmar.

Les fonds propres s'élèvent à 4 551 K€ à fin 2024. Un changement de méthode de comptabilisation des conventions est venu

modifier la structure de l'actif circulant, en application du règlement ANC n° 2018-06. Cela explique la quasi-disparition du poste « encours de production » au profit du poste « clients et autres créances ».

Nos principales sources de financement proviennent de bailleurs publics : l'AFD représente 37 % des financements et l'Union européenne, 21 %. En 2024, nous avons lancé la seconde phase de l'une de nos trois Conventions Programme avec l'AFD et signé un certain nombre de projets pluriannuels avec l'UE.

Grâce au dynamisme de l'équipe des partenaires privés, les bailleurs de types Fondations d'entreprises occupent une place de plus en plus importante. Dans un contexte annoncé de diminution de l'aide publique au développement — observée aussi bien en France et en Europe, qu'outre-Atlantique — nous sommes amenés à diversifier nos sources de financement. Aussi, en 2025, le Gret se lancera dans la collecte de fonds auprès du grand public. ■

## RÉPARTITION DES BUDGETS 2024 PAR PAYS



**57%**  
AFRIQUE

Burkina Faso → 13 %  
Congo → 3 %  
Côte d'Ivoire → 0,5 %  
Guinée → 0,5 %  
Madagascar → 16 %  
Mali → 0,5 %  
Mauritanie → 7 %  
Niger → 2,5 %  
RDC → 4 %  
Sénégal → 5 %  
Togo → 4 %  
Régional → 1 %

**27%**

ASIE DU SUD-EST

Cambodge → 7 %  
Laos → 2 %  
Myanmar → 10 %  
Vietnam → 1 %  
Régional → 7 %



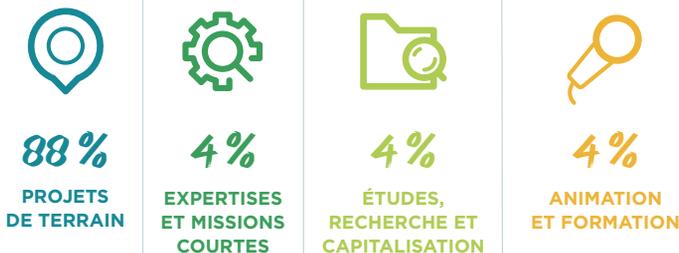
**6%**  
CARAÏBES

Haïti → 6 %

**10%**

AUTRES PAYS ET MULTIPAYS

## RÉPARTITION DES BUDGETS 2024 PAR ACTIVITÉ

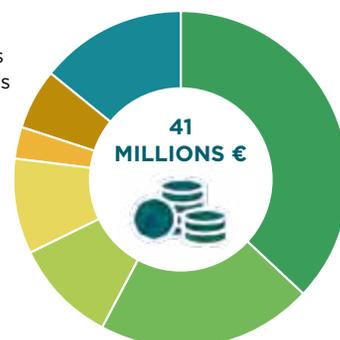
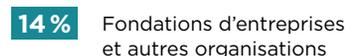


## ORIGINE DES FINANCEMENTS

### FINANCEMENTS PUBLICS : 86 %



### FINANCEMENTS PRIVÉS :



## COMPTE DE RÉSULTAT 2024 EN MILLIERS D'EUROS

	2024	%	2023	%
Production de biens et de services	39 908	97,4 %	45 388	97,7 %
Production scientifique	753	1,8 %	766	1,6 %
Autres produits	303	0,7 %	326	0,7 %
<b>Total production</b>	<b>40 964</b>	<b>100 %</b>	<b>46 481</b>	<b>100 %</b>
Charges directes sur activités	-30 988	-75,6 %	-35 417	-76,2 %
Coût personnel direct sur activités	-6 666	-16,3 %	-6 319	-13,6 %
Coût personnel de support sur activités	-533	-1,3 %	-772	-1,7 %
<b>Total consommation</b>	<b>-38 187</b>	<b>-93,2 %</b>	<b>-42 508</b>	<b>-91,5 %</b>
<b>Marge brute sur activité</b>	<b>2 777</b>	<b>6,8 %</b>	<b>3 973</b>	<b>8,5 %</b>
Coût personnel indirect	-2 168	-5,3 %	-2 556	-5,5 %
Frais généraux siège	-844	-2,1 %	-878	-1,9 %
<b>Total coût de structure</b>	<b>-3 012</b>	<b>-7,4 %</b>	<b>-3 434</b>	<b>-7,4 %</b>
<b>Excédent brut d'exploitation</b>	<b>-235</b>	<b>-0,6 %</b>	<b>538</b>	<b>1,2 %</b>
Reprise sur risques et charges	485	1,2 %	564	1,2 %
Provisions pour risques et charges	-339	-0,8 %	-781	-1,7 %
Autres charges	0	0 %	-12	0 %
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>-89</b>	<b>-0,2 %</b>	<b>309</b>	<b>0,7 %</b>
Résultat financier	-179	-0,4 %	-296	-0,6 %
Résultat exceptionnel	-1	0 %	6	0 %
Impôt sur bénéfice	0	0 %	0	0 %
<b>Résultat net avant affectation</b>	<b>-268</b>	<b>-0,7 %</b>	<b>19</b>	<b>0 %</b>
Fonds dédiés	0	0 %	0	0 %
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>-268</b>	<b>-0,7 %</b>	<b>19</b>	<b>0 %</b>

## BILAN 2024 EN MILLIERS D'EUROS

ACTIF	2024	2023
Immobilisations corporelles et incorporelles	173	93
Immobilisations financières	17	10
Participations	719	776
<b>Total immobilisation</b>	<b>909</b>	<b>878</b>
Encours de production	56	83 136
Clients et autres créances	93 990	15 275
Avances versées sur projets	84	18
<b>Actif circulant</b>	<b>94 130</b>	<b>98 429</b>
Disponibilités	12 512	13 788
Charges constatées d'avance	108	76
Écart de conversion actif	0	0
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>107 660</b>	<b>113 171</b>

PASSIF	2024	2023
Fonds associatifs et réserves	4 819	4 801
Résultat	-268	19
Fonds dédiés	0	0
<b>Total fonds propres</b>	<b>4 551</b>	<b>4 819</b>
Provisions	580	915
Dettes à long terme	0	0
<b>Capitaux permanents</b>	<b>5 131</b>	<b>5 735</b>
Fournisseurs et autres dettes	1 306	7 012
Dettes fiscales et sociales	1 682	1 755
<b>Passif circulant</b>	<b>2 988</b>	<b>8 767</b>
Produits constatés d'avance	99 541	98 669
Écarts de conversion passif	0	0
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>107 660</b>	<b>113 171</b>



## LE FONDS D'APPUI DU GREY

**LE FONDS D'APPUI DU GREY SOUTIEN DES INITIATIVES INNOVANTES PERMETTANT D'AMÉLIORER LES CONDITIONS DE VIE DES POPULATIONS VULNÉRABLES, DE PROMOUVOIR LA JUSTICE SOCIALE ET DE PRÉSERVER L'ENVIRONNEMENT. DEPUIS SA CRÉATION EN 2011, IL A FINANCÉ 46 PROJETS GRÂCE À SA DOTATION ET AU SOUTIEN DE DONATEURS.**

**E**n 2024, le fonds a mobilisé sa dotation consomptible pour appuyer deux projets de terrain portant sur la lutte contre les inégalités de genre, au Brésil et au Sénégal. Il a également soutenu cinq programmes structurants menés par le Gret. Au total, près de 400 000 euros de subventions ont été attribués par le fonds en 2024.

### PROMOUVOIR L'ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES

L'égalité femme-hommes, la défense des droits politiques, économiques et sociaux des femmes et des personnes LGBT, la prévention et la lutte contre les violences basées sur le genre constituent des besoins avérés dans de nombreux pays d'intervention du Gret. L'organisation s'est fixé comme objectif d'intégrer ces enjeux de façon transversale dans ses projets et dans son fonctionnement interne.

Pour renforcer cette dynamique, le fonds a décidé d'axer son appel à projets annuel sur la lutte contre les inégalités structurelles entre les femmes et les hommes et contre les stéréotypes de genre.

Deux projets ont été sélectionnés, pour un montant total attribué de 100 000 euros : l'un au Brésil, mobilisant l'agroécologie et le féminisme comme leviers d'accès aux droits pour les femmes ; l'autre au Sénégal, axé sur l'autonomisation économique des femmes à travers l'entrepreneuriat numérique.

### « LES FEMMES ET LA TERRE : DOMINATION, RÉSISTANCE ET RECONQUÊTE » AU BRÉSIL

Dans les zones rurales et périurbaines de l'État de São Paulo, au Brésil, la terre et le corps des femmes partagent une même histoire de domination, de résistance et de reconquête. Les équipes du Gret, en partenariat avec l'ONG brésilienne Sempreviva Organização Feminista (SOF) mettent en œuvre le projet « agroécologie et féminisme » qui vise à

renforcer les droits d'une centaine d'agricultrices, en luttant à la fois contre les violences basées sur le genre et pour une agriculture plus respectueuse de l'environnement.

Le combat des agricultrices brésiliennes pour l'agroécologie est indissociable de leur lutte pour l'égalité, la justice socio-environnementale et le « bien-vivre ». Bien plus qu'une alternative à l'agro-industrie, l'agroécologie est aussi pour ces femmes un acte politique. En choisissant de cultiver des semences natives, d'utiliser du fertilisant naturel et d'associer les cultures, elles récupèrent du pouvoir sur leur environnement et sur leur autonomie économique.

### « LEADERSHIP FÉMININ DANS LE NUMÉRIQUE » AU SÉNÉGAL

Au Sénégal, les femmes entrepreneures dans le secteur du numérique font face à des obstacles importants qui les empêchent de tirer pleinement parti de la croissance des plateformes digitales. Elles peinent à professionnaliser leurs activités par manque de formation et sont exposées à des violences en ligne.

Le Gret, en partenariat avec Simplon, acteur clé de l'inclusion numérique au Sénégal, accompagne ainsi des jeunes femmes dans l'usage du numérique. Elles sont formées à l'influence, à la création de contenu, au marketing et à la communication digitale, à la cybersécurité, à l'e-réputation et à l'IA générative.

Le projet vise aussi à renforcer leurs capacités en matière d'entrepreneuriat, de leadership et de gestion financière ainsi que leurs compétences psychosociales. Également formées aux notions de violences basées sur le genre et de cyberharcèlement, les jeunes femmes mèneront des campagnes de sensibilisation en ligne sur ces questions, pour favoriser une prise de conscience collective.

## RENFORCER LES CAPACITÉS D'ACTION DU GRET

Le Gret bénéficie exclusivement de financements affectés : ce modèle économique, courant dans le secteur associatif, entrave la capacité de l'ONG à renforcer sa propre organisation pour mieux répondre aux besoins et faire face aux évolutions du secteur de la solidarité internationale.

Depuis 2023, le fonds a décidé de dédier une partie de sa dotation consommable au financement d'actions structurantes, permettant au

Gret d'améliorer ses moyens d'intervention ou de développer de nouveaux champs d'action. Il a ainsi soutenu cinq projets, à l'issue d'un appel à candidature, pour un montant total de 299 236 euros.

### ÉTABLIR UNE PRÉSENCE DURABLE DU GRET EN AMÉRIQUE LATINE

Le fonds a soutenu l'élargissement des interventions du Gret en Amérique latine. En 2024, l'ONG a notamment mené des activités au Costa Rica, en Équateur et au Brésil.

#### PLAIDOYER

La réforme des politiques publiques est l'un des principaux leviers d'une action transformative. À travers ses expertises et ses projets de terrain, le Gret contribue à des changements de politiques, à l'échelle locale, nationale ou internationale.

Pour renforcer cet aspect stratégique de ses interventions, le fonds soutient l'accompagnement des équipes du Gret à concevoir, suivre et développer des actions de plaidoyer, dans les différentes thématiques d'intervention de l'ONG.

#### MODÈLE ÉCONOMIQUE

Le financement de la solidarité internationale connaît de nombreux bouleversements. Pour faire face à ces enjeux, le fonds a financé un travail d'analyse du modèle économique et de recommandations stratégiques qui seront mis en œuvre en 2025.

#### FORMATION

Le fonds a poursuivi son soutien, initié en 2023, au projet « Gret formateur ». L'enjeu est d'améliorer l'impact des actions de solidarité, en formant en interne et en externe les jeunes générations aux métiers du développement. En 2023, le Gret a obtenu l'agrément d'organisme de formation et a testé ses premières actions de formation externe.

#### SANTÉ

Le Gret mène depuis au moins 20 ans des projets permettant d'améliorer les systèmes de santé communautaire ou développer des dispositifs de protection sociale. Mais l'amélioration de la santé est aussi un enjeu transversal, au croisement de nombreuses thématiques d'intervention de l'ONG (nutrition, accès aux services essentiels, climat et environnement). Le fonds a soutenu l'élaboration d'une stratégie, qui doit permettre à l'ONG de mieux intégrer les enjeux de santé de manière globale, dans ses différents champs d'intervention. ■



- ↑ Atelier « Dessiner son territoire », projet Agroécologie et féminisme au Brésil.
- ↑ Artisanat fabriqué à partir de feuilles de maïs par les agricultrices du projet Agroécologie et féminisme au Brésil.
- ↗ Formation sur les usages du numérique, projet Numer'Elles au Sénégal.



## DIFFÉRENTES FAÇONS DE SOUTENIR LE GRET

### PARTENAIRES PUBLICS

**E**n 2024, plus de 50 bailleurs publics — agences et banques de développement, organisations internationales, collectivités territoriales et institutions nationales et internationales — ont accordé leur confiance au Gret. Nous leur adressons tous nos remerciements.

Les partenariats privilégiés avec l'Agence française de développement, l'Union européenne et le Gouvernement de la Principauté de Monaco se sont poursuivis, avec la signature de projets et de programmes d'envergure, comme la reconduite du programme Asanao, qui contribue à la transition vers des systèmes alimentaires durables et favorables à la nutrition en Mauritanie, au Sénégal, en Guinée, à Madagascar, en Haïti et au Cambodge.

Le Gret peut également compter sur la coopération décentralisée. Grâce à des partenariats de longue date avec des organismes comme le Syctom — avec qui il a signé un accord-cadre —, il continue de mener des projets innovants, sur la durée, dans les domaines de la gestion des déchets et de l'eau, notamment. ■

### FONDACTIONS, ENTREPRISES ET ORGANISATIONS PHILANTHROPIQUES

**U**ne vingtaine de fondations et d'organisations philanthropiques ont soutenu les actions du Gret en 2024, permettant de lancer de nouveaux projets ou de poursuivre et renforcer des dynamiques initiées sur plusieurs années. Sept nouveaux partenaires nous ont rejoint en 2024 : Anton Jurgens fonds, la fondation Club Med, la fondation EDF, la fondation Eqwal, la fondation Drittes Millennium, la fondation Franklinia (dans le cadre d'un programme du Critical Ecosystem Partnership Fund sur les arbres menacés à Madagascar) et l'entreprise Miravita Saberatours. Nous les remercions pour leur confiance.

Nous adressons également nos remerciements à nos partenaires de longue date et à ceux dont les collaborations, initiées les années précédentes, se sont poursuivies en 2024 : Aqua for All, l'association AEPK, Clean Cooking Alliance, EKOEnergy, la fondation Alstom, la fondation Artelia, la fondation Audemars Piguet pour les arbres, la fondation Avril, la fondation Bel, la Fondation de France, la fondation GoodPlanet, la fondation Prince Albert II de Monaco, la fondation Suez, le fonds de dotation Valorem - Watt pour Change, Maisons du Monde Foundation, Stone Family Foundation, the Waterloo Foundation. ■

# DONS ET LEGS

**P**our continuer à agir en toute autonomie en faveur d'un monde plus juste et plus durable, le Gret diversifie ses ressources. La générosité des citoyen-ne-s, sous forme de dons ou de legs, est essentielle à son action.

## FAIRE UN DON AU GRET

Fin 2024, le Gret a pris la décision de lancer des appels à la générosité du public, afin de diversifier ses sources de financement.

Les dons permettent au Gret d'agir avec plus de souplesse et de s'adapter plus rapidement aux besoins des populations et à l'évolution des contextes locaux.

→ **POUR FAIRE UN DON  
PONCTUEL OU RÉGULIER  
AU GRET, RENDEZ-VOUS  
SUR NOTRE SITE INTERNET**



## FAIRE UN LEGS AU GRET

Encore peu connue du grand public, la transmission de patrimoine intéresse de plus en plus de personnes qui souhaitent associer leur héritage à une association dont elles partagent les valeurs.

Le Gret a créé un fonds de dotation lui permettant de recevoir des legs, donations et assurance-vie exonérés de droits de succession. Cela signifie que 100 % de la somme transmise sera utilisée pour financer des projets en faveur de la justice sociale et environnementale.

Le fonds d'appui du Gret dispose d'un service dédié, permettant de guider, individuellement et en toute confidentialité, les personnes qui envisagent de transmettre une partie de leur patrimoine. ■

→ **POUR EN SAVOIR PLUS, VOUS POUVEZ  
CONSULTER LA PAGE DÉDIÉE**  
[transmettre.gret.org](https://transmettre.gret.org)

**Chaque don est éligible à une déduction fiscale de 66 %, dans la limite de 20 % de votre revenu imposable.**

- ← Agricultrice pratiquant l'agroécologie dans la province de Siem Reap au Cambodge, accompagnée par le projet Apici.
- ↓ Distribution de petits-déjeuners dans une école au Sénégal, projet Alija.

“ À travers un projet expérimental de cantines scolaires mobiles et de jardins pédagogiques, le Gret cherche des solutions concrètes, pérennes et locales à l'amélioration de l'alimentation scolaire. Nous sommes heureux de soutenir ce projet car c'est un enjeu fondamental pour permettre aux enfants d'apprendre dans de bonnes conditions.

Isabelle FIÉVET, Fondation Bel



# ILS NOUS ONT FAIT CONFIANCE EN 2024

## BAILLEURS PUBLICS INTERNATIONAUX ET NATIONAUX

- > AFD – Agence française de développement
- > Ambassade de France à Madagascar
- > Ambassade de France en République centrafricaine
- > Banque mondiale
- > BIT – Bureau international du travail
- > CICR – Comité international de la Croix rouge
- > COI – Commission de l’océan Indien
- > ENABEL – Agence belge de développement
- > Expertise France
- > FAO – Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture
- > FFEM – Fonds français pour l’environnement mondial
- > Fondation Facilité Sahel
- > GIZ – Agence de coopération internationale allemande pour le développement
- > Gouvernement de la Principauté de Monaco

- > LuxDev – Agence luxembourgeoise pour la coopération au développement
- > MEAE – Ministère de l’Europe et des Affaires étrangères (France)
- > OFB – Office français de la Biodiversité
- > PAM – Programme alimentaire mondial
- > PNUD – Programme des Nations unies pour le développement
- > Proparco
- > Swiss Agency for Development and Cooperation
- > UE – Union européenne
- > UNICEF – Fonds des Nations unies pour l’enfance
- > USAID – Agence des États-Unis pour le développement international

## COLLECTIVITÉS TERRITORIALES ET ORGANISATIONS PUBLIQUES

- > ADEME – Agence de l’environnement et de la maîtrise de l’énergie
- > Agence de l’eau Adour-Garonne
- > Agence de l’eau Loire-Bretagne
- > Agence de l’eau Rhône-Méditerranée-Corse

- > Agence de l’eau Seine-Normandie
- > AgroParisTech
- > Bourgogne-Franche-Comté International
- > CIRAD – Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement
- > Communauté d’agglomération de Bourg-en-Bresse
- > Conseil départemental des Hauts-de-Seine
- > Département de l’Isère
- > Institut Agro Dijon
- > IRAM – Institut de recherche et d’application des méthodes de développement
- > Métropole Aix-Marseille-Provence
- > Montpellier Méditerranée Métropole
- > Pays de la Loire – Coopération internationale
- > Région Auvergne-Rhône-Alpes
- > Région Centre-Val de Loire
- > Région Île-de-France
- > SEDIF – Syndicat des eaux d’Île-de-France
- > Société du Canal de Provence



- > SYCTOM – Agence métropolitaine des déchets ménagers
- > Université Bordeaux Montaigne
- > Université de Bern
- > Ville de Cenon
- > Ville de Paris

### INSTITUTIONS ET POUVOIRS PUBLICS DANS LES PAYS D'INTERVENTION

- > AIT – Asian Institute of Technology
- > Ambassade du Laos en France
- > District Autonome du Grand Lomé (Togo)
- > Ministère de l'Industrie, de la Science, de la Technologie et de l'Innovation (Cambodge)
- > Ministère des Travaux publics et des Transports (Cambodge)
- > Région de Nouakchott

### FONDATEURS ET ENTREPRISES

- > Anton Jurgens Fonds
- > Aqua for All
- > CEPF Franklinia
- > EKOEnergy
- > Fondation Alstom
- > Fondation Artelia

- > Fondation Audemars Piguet
- > Fondation Avril
- > Fondation Bel
- > Fondation Club Med
- > Fondation de France
- > Fondation EDF
- > Fondation Eqwal
- > Fondation GoodPlanet
- > Fondation pour le Logement des Défavorisés
- > Fondation Prince Albert II de Monaco
- > Fondation Suez
- > Fondation Valorem – Watt for Change
- > Maisons du Monde Foundation
- > Miravita Saberatours
- > Nodalis
- > Stiftung Drittes Millennium
- > Stone Family Foundation
- > The Waterloo Foundation

### ASSOCIATIONS

- > ACF – Action contre la faim
- > Action Education
- > ANRT – Agence nationale de la recherche et de la technologie
- > Aquassistance
- > Association AEPK

- > Birdlife International
- > CEF – Commerce Équitable France
- > CFSI – Comité français pour la solidarité internationale
- > Charity: Water
- > Cités Unies France
- > Clean Cooking Alliance
- > Coordination SUD
- > F3E
- > FMDV – Fonds mondial pour le développement des villes
- > Helvetas
- > SOS Sahel international ■

↑ Gouvernance partagée des bassins versants au Laos, projet Swan.

## PRODUCTIONS DU GRET EN 2024

### OUVRAGES

**Biacabe S.** (dir.) (2024), *Accompagner la construction d'un système d'assurance santé : retours d'expérience sur vingt-cinq années d'actions au Cambodge (1998-2023)*, Éditions du Gret, 36 p., Cahier projet.

**Richard A.** (2024), *Eating habits in cities of the Sahel region: Study of eating habits of women and young children in Ouagadougou, Niamey and Bamako*, Éditions du Gret, 158 p., Comprendre, agir & partager, n° 6.

**Desbleds L., Kibler J.-F.** (ed.), **Juillet V., Sarr N. M.** (2024), *Local integrated water resources management in the Niayes region in Senegal: Commoning for water resources?* Éditions du Gret, 64 p., Carnet Faire commun, n° 4.

**Gilbert M., Desbleds L., Kibler J.-F.** (dir.) (2024), *Approches par les communs : quel bilan après trois ans d'expérimentation? Synthèse de l'atelier du programme Communs et gouvernances partagées, 10 et 11 mai 2022*, Éditions du Gret, 252 p., Débats et controverses, n° 15.

**Gilbert M.** (dir.), **Sarr D., Gueye B., Le Jeune T.** (2024), *Gouvernance partagée de l'eau potable en milieu rural au Sénégal : mobiliser l'approche par les communs pour la coproduction d'un service public?* Éditions du Gret, 72 p., Carnet Faire commun, n° 5.

**Kibler J.-F.** (ed.), **Fetiveau J., Duret R.** (2024), *An agroforestry perimeter in the Democratic Republic of Congo: From a development project to the creation of a common?* Éditions du Gret, 52 p., Carnet Faire commun, n° 3.

**Levard L.** (2024), *Économie de l'exploitation agricole : concepts et méthodes pour l'appui au développement agricole dans les pays du Sud*, Éditions du Gret, Éditions Quæ, 264 p.

**Olive F.** (dir.), **Ghiglione M.** (2024), *Développer et produire localement des aliments fortifiés pour les jeunes enfants et les femmes au Sahel : retour d'expérience du projet Meriem en appui à des entreprises locales*, Éditions du Gret, 60 p., Cahier projet.

**Rangé C., Colin J.-P.** (2024), *Genre et foncier : sortir des préconçus pour penser les dynamiques : une revue de littérature*, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, 63 p., Regards sur le foncier, n° 21.

**Renault S.** (dir.) (2024), *La communication pour le changement social et comportemental en nutrition : campagnes de sensibilisation en milieu urbain au Sahel dans le cadre du projet Meriem*, Éditions du Gret, 52 p., Cahier projet.

### CHAPITRES D'OUVRAGES COLLECTIFS

**Bouahom Z., Quelin G.** (2024), « Inégalités et responsabilités climatiques », in Moreau I., Barré A. (dir.), *Écologie et pouvoir d'agir*, F3E, p. 73-78.

**Rangé C., Burger P., Salles J.-M.** (2024), « Comment les institutions et les stratégies économiques et foncières peuvent favoriser la désertification ? », in Bonnet B. et al. (dir.), *Désertification et changement climatique : un même combat ?*, Éditions Quæ, p. 36-41.

**Sagna Alassane K., Sarr Serigne M.** (2024), « Intelligence artificielle et préservation des langues et cultures africaines : s'adapter ou disparaître dans la mondialisation », in Guévremont V., Brin C. (dir.), *Intelligence artificielle, culture et médias*, Presses universitaires de Laval, p. 261-278.

### ÉTUDES ET EXPERTISES

**Levard L., Corniaux C., Coulibaly I., Goudiaby M.-C., Trouvadis A.** (2024), *Quelles politiques commerciales et fiscales au service du développement durable des chaînes de valeur lait local en Afrique de l'Ouest? Propositions aux acteurs ouest-africains et européens*, Oxfam Belgique, 107 p.

### NOTES DE SYNTHÈSE

**Benkahla A.** (éd.) (2024), *Développer des approches sensibles au genre : regards croisés*, Gret, 8 p., Note de synthèse Asanao, n° 12.

**Benkahla A., Grajales J., Chauveau J.-P.** (éd.) (2024), *Pour une approche processuelle et continue des liens entre foncier et conflits violents*, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, 15 p., Note de synthèse, n° 39.

**Boulle Martinaud C., Denizeau M.** (2024), *Définir un aliment « idéal » contribuant à prévenir la malnutrition*, Gret, 4 p., Note de synthèse Meriem, n° 3.





**Broutin C., Thouillot F., Lagandré D., François M.** (2023), *Promouvoir les produits locaux de qualité supérieure : un moteur pour les agricultures familiales*, Gret, 8 p., Politiques et pratiques de développement, n° 27, mis en ligne en janvier 2024.

**Canino M., Orange-Curis E.** (2024), *La prise en compte du genre dans le projet Meriem*, Gret, 8 p., Note de synthèse Meriem, n° 5.

**Levard L.** (réd.) (2024), *Les effets socio-économiques de l'agroécologie*, Coordination SUD, 4 p., Les Notes de SUD, n° 37.

**Lionnet M., Renault S.** (2024), *La communication pour le changement social et comportemental en nutrition*, Gret, 8 p., Note de synthèse Meriem, n° 4.

**Orange Curis E., Lepicard F.** (réd.) (2024), *Facteurs clés de succès pour la production et la commercialisation d'aliments fortifiés au Sahel*, Gret, Hystra, 8 p., Note de synthèse Meriem, n° 2.

**Rangé R., Mansion A., Requier-Desjardins M., Benkahla A.** (réd.) (2024), *La neutralité en matière de dégradation des terres au Sahel au prisme de la question foncière : regards critiques sur quelques approches et instruments*, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, 15 p., Note de synthèse, n° 38.

**Scholle J., Perniceni E., Touch S.** (2024), *Innovations organisationnelles : pour accroître la disponibilité des légumes sains sur les marchés locaux au Cambodge*, Gret, 6 p., Note de synthèse Apici, n° 1.

Touré O., **Benkahla A.** (réd.) (2024), *Sécurisation des systèmes pastoraux et agropastoraux en Afrique de l'Ouest : retour sur la participation de la société civile au forum de haut niveau « Nouakchott +10 »*, Comité technique « Foncier & développement », AFD, MEAE, 13 p., Note de synthèse, n° 40.

## ARTICLES

### Dans des revues scientifiques

Droy I., Hofmann E., Bidou J.-E., **Broutin C.** (2024), « La recherche-action participative comme évaluation de processus : l'exemple du projet Arpège à Madagascar », *Mondes en développement*, 2024/3, n° 207.

### Dans des revues professionnelles

**Benkahla A., Costis C., Avallone S.** (2024), « Renforcer les synergies entre acteurs pour une alimentation saine et durable », *Grain de sel*, n° 86, p. 30-32.

**Gwana Passa M.** (2024), « La décolonisation de l'aide : un processus complexe vers une solidarité internationale renouvelée », *Humanitaires en mouvement*, n° 26, p. 60-63.

Parikh P., van Liere M., **Bouille-Martinaud C., Garrett G., Nasser N.** (2024), "Increasing access to nutritious local complementary foods: A whole-of-systems approach", *Field Exchange*, n° 74, p. 9-11, <https://doi.org/10.71744/t1gg-gn13>.

## SÉMINAIRES, TABLES RONDES ET ATELIERS

### Organisation de séminaires

**Ferrer M., Quelin G., Trainar T.**, organisation de l'atelier « L'adaptation en pratique » pour le Geres et le Gret dans le cadre de la commission Climat et développement de Coordination SUD, Nogent-sur-Marne, 20 juin 2024.

**Ferrer M., Quelin G.**, organisation de l'atelier « Approches politiques de la transition écologique : fresque décoloniale du climat et fresque de l'éco-féminisme » dans le cadre de la commission Climat et développement de Coordination SUD, Nogent-sur-Marne, 20 juin 2024.

**Gilbert M., Kibler J.-F., Farrusseng M.**, organisation de l'atelier de bilan du cycle de rencontre « Faire commun » sur l'eau, Gret, 24 septembre 2024.

**Gilbert M., Kibler J.-F., Farrusseng M.**, organisation de la table ronde « Comment préserver et partager l'eau face aux changements climatiques », Gret - Fondation de France, 25 septembre 2024.

### Communications

**Allaverdian C.**, *Cultivation under fire: exploring the question of resistance agriculture. Case study in Northern Chin state, in post-coup Myanmar*, IGU Commission on Political Geography Belfast pre-conference, 22-24 août 2024.

**Allaverdian C.**, *Dispossession, repossession and struggles against injustice in Myanmar*, colloque "Demands for justice and responses to socio-spatial and environmental injustice in the global South", Montpellier, 24-26 avril 2024.

**Allaverdian C., Mya Darli Thant**, *Is community-engaged research possible in violent and authoritarian contexts? Looking at experiences in post-2021 coup, Myanmar*, IGU International Geographical Congress, Dublin, 24-30 août 2024.

Ancey V., Girard P., Magnani S., Mercandalli S., Patat C., **Rangé C.**, Noûs C., *Penser l'avenir du pastoralisme à travers le rapport social d'activité*, colloque « L'(Agro)pastoralisme en Afrique : dynamiques en cours et perspectives », en préparation de l'année internationale des parcours et des pasteurs, Saly, Sénégal, 12-14 novembre 2024.

Ancey V., Girard P., Magnani S., Mercandalli S., Patat C., **Rangé C.**, Noûs C., *Penser l'avenir du pastoralisme en Afrique subsaharienne à travers le rapport social d'activité*, Congrès de l'Association française d'économie politique, Montpellier, 2-5 juillet 2024.

**Bouille-Martinaud C.**, *Leçons du terrain : perspectives sur le renforcement de l'écosystème des aliments de complément*, Regional Dialogue on Improving Access to Locally Produced Nutritious and Safe Complementary Foods in Low- and Middle-Income Countries, organisé par la Commission européenne, le Micronutrient Forum et le Programme alimentaire mondial, Dakar, 2-3 décembre 2024.

**Desbleds L.**, *La circulation du concept de « communs » dans l'aide publique au développement : quels effets transformateurs dans le secteur de l'eau ?*, doctorales « Sciences sociales de l'eau », université de Bordeaux Montaigne, Bordeaux, 4-6 décembre 2024.

Droy I., Hofmann E., Bidou J.-E., **Broutin C.**, *La prise en compte du genre dans les projets de développement : dépasser les conflits de normes par la recherche-action participative*, XXXIX<sup>es</sup> Journées du développement de l'Association Tiers-Monde « Politiques de développement, acteurs et évaluations », Paris, 22-24 mai 2024.

**Lashermes N., Rangé C.**, *La face cachée des déplacements forcés : collectifs familiaux et géographie des déplacements au Sahel central*, colloque international « Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires en Afrique », Yaoundé, 7-8 novembre 2024.

**Levard L.**, Présentation du guide pour l'évaluation de l'agro-écologie du GTAE, atelier national de la Dytaes, Dakar, 19 février 2024.

**Levard L.**, *Quelles politiques commerciales et fiscales au service du développement durable des filières laitières en Afrique de l'Ouest*, rencontre annuelle de la plateforme régionale multi-acteurs d'appui à la promotion de la filière lait local en Afrique de l'Ouest et au Sahel Thiès, Sénégal, 16-17 février 2024.

Magnani S., Ancey V., **Rangé C.**, *Changing youth work models in pastoralism : questioning the disruption of institutional compromises in Burkina Faso*, XII Convegno Annuale SIAA, Università di Messina, Panel 4 "Work & Pastoralism: Trajectories for rural areas", Messine, 19-21 décembre 2024.

**Rangé C.**, *Et après? Comment répondre aux changements accélérés et imprévus au cœur des crises complexes persistantes?*, colloque international « Gouvernance locale des crises migratoires et alimentaires en Afrique », Yaoundé, 7-8 novembre 2024.

**Rangé C.**, Nandoumabe P., Guiryanan O., *Jeunesses et pouvoirs au Tchad : regards croisés sur deux migrations stigmatisées*, journée d'étude « Transformations et reconfigurations du Tchad en transition (2021-2024) », N'Djamena, 3 décembre 2024.

**Régeard N.**, *Circulations des matières organiques et agricultures urbaines à Brazzaville et Nkayi (République du Congo) : tensions dans l'usage des ressources*, séminaire de recherche, Laboratoire ESO Espaces et Sociétés (UMR CNRS 6590), Le Mans université, 12 novembre 2024.

**Régeard N.**, *Le projet de développement comme espace de confrontation politique : le cas de la gestion des déchets dans la ville de Nkayi en République du Congo*, journées doctorales Regards critiques sur le développement, « Conflits et développement », Campus Condorcet, Aubervilliers, 21 novembre 2024.

**Sarr N. M., Durand E., Desbleds L.**, *Conflits d'eau en contextes africains : au-delà de l'usage, les conflits de représentations*, journées doctorales Regards critiques sur le développement « Conflits et développement », Campus Condorcet, Aubervilliers, 20-22 novembre 2024.

**Zerbo I., Kouamé G.**, *Villes durables, agriculture urbaine, sécurité alimentaire et foncière*, Forum international de l'économie circulaire – ECOCIR Abidjan 2024 « Villes durables, technologies et lutte contre le désordre urbain : quelle contribution de l'économie circulaire ? », Institut de l'économie circulaire d'Abidjan (IECA), Abidjan, 15-18 octobre 2024.



## PARTICIPATION À DES ÉMISSIONS OU À DES PODCASTS

- **Diallo H.** (2024), participation à l'émission *8 milliards de voisins* « Comment s'adapter aux prochaines pénuries d'eau ? » animée par Laurence Garcia, RFI, 22 mars 2024, à retrouver sur rfi.fr.
- **Le Jeune T.** (2024), participation à l'émission *8 milliards de voisins* « Les enjeux de l'assainissement en Afrique : au cœur des réseaux de canalisation » animée par Emmanuelle Bastide, RFI, 22 avril 2024, à retrouver sur rfi.fr.
- **Quelin G.** (2024), entretien pour le podcast *Écologie et pouvoir d'agir*, épisode 9, *Inégalités et responsabilités climatiques* : <https://podcast.ausha.co/ecologie-et-pouvoir-d-agir/epa-09-fr-guillaume-uelin>.

## Participation à des tables rondes, animation d'ateliers

**Benkahla A.**, animation du *side-event* « Déconstruire les idées reçues sur le foncier » sur le stand AFD-Cirad durant le Salon international de l'agriculture, Paris, 28 février 2024.

**Benkahla A.**, animation d'un séminaire sur les liens entre foncier et conflits violents, AFD, Comité technique « Foncier & développement », Paris, 26-27 mars 2024.

**Benkahla A.**, Julien H., Puginier O., organisation d'une table ronde sur le pastoralisme à la Conférence internationale de la Banque mondiale sur le foncier, AFD-CTFD-GIZ, Washington D.C., 15 mai 2024.

**Benkahla A.**, animation d'une table ronde sur le bilan de la déclaration de Nouakchott, 10 ans après, Forum de haut niveau sur le pastoralisme « Nouakchott+10 », Nouakchott, 8 novembre 2024.

**Benkahla A.**, animation d'un séminaire sur la sécurisation des systèmes pastoraux, AFD, Comité technique « Foncier & développement », Paris, 20 novembre 2024.

**Boulle Martinaud C.**, participation à la conférence « Le rôle des entreprises privées locales dans la prévention de la malnutrition », organisée par le Gret et l'AFD, 30 avril 2024.

**Boulle Martinaud C., Lankoande R.**, animation du sous-groupe de travail « Stratégies de mise sur le marché » de l'atelier « Identifier des stratégies innovantes pour créer une demande des consommateurs et développer une activité d'entreprise durable », Regional Dialogue on Improving Access to Locally Produced Nutritious and Safe Complementary Foods in Low- and Middle-Income Countries, organisé par la Commission européenne, le Micronutrient Forum et le Programme alimentaire mondial, Dakar, 2-3 décembre 2024.

**Daugeard M.**, participation à la table ronde « Quelle forêt dans un monde à +4 °C ? », Nuits des forêts, organisée par Fibois, Jardin d'agronomie tropicale, Nogent-sur-Marne, 6 juin 2024.

**Deligne A.**, discussion de la communication *Retour sur l'expertise foncière du Gret en Birmanie/Myanmar (2012-2019)*, à la double demi-journée d'animation « Foncier rural et expertise dans les contextes de (post) guerres : éclairages depuis la Birmanie, le Soudan et l'Éthiopie », Montpellier, 5 décembre 2024.

**Diallo H.**, participation à la table ronde « Le défi de la gouvernance de l'eau », à la demi-journée « Comment préserver et partager l'eau face aux changements climatiques » organisée par le Gret et la Fondation de France, Paris, 25 septembre 2024.

**Diallo H., Sarr D.**, participation à la table ronde « Regards croisés France et Afrique de l'Ouest », à la demi-journée « Comment préserver et partager l'eau face aux changements climatiques » organisée par le Gret et la Fondation de France, Paris, 25 septembre 2024.

**Durand E.**, animation d'un atelier de recherche « coproduction, co-construction, et apports de la recherche : comment dépasser les limites de la participation ? » Sciences Po Toulouse, 13 juin-1<sup>er</sup> octobre 2024.

**Enten F.**, animation de la table ronde « Comment appréhender les réalités agricoles pour élaborer et conduire des politiques publiques et des projets de développement ? », organisée par l'IEDES, les Éditions Quae et les Éditions du Gret à l'occasion de la sortie de l'ouvrage *Économie de l'exploitation agricole* de Laurent Levard, Cité du développement durable, Nogent-sur-Marne, 10 décembre 2024.

**Gennetais A.**, participation au webinaire InfoPoint Conference "Local Private Sector and Nutrition for Women and Children", organisé par la Commission européenne et le Gret, Bruxelles, 20 juin 2024.

**Gilbert M.**, retour d'expérience sur le cycle de rencontres « Faire Commun sur l'eau », lors de l'atelier sur la gestion de l'eau dans le Blavet, dans le cadre de la rencontre du GT Communs de territoire de la Coop des communs, Paris, 11 juin 2024.

Huard S., **Allaverdian C.**, Boutry M., retour sur l'expertise foncière du Gret en Birmanie/Myanmar (2012-2019), à la double demi-journée d'animation « Foncier rural et expertise dans les contextes de (post) guerres : éclairages depuis la Birmanie, le Soudan et l'Éthiopie », Montpellier, 5 décembre 2024.

**Lankoande R.**, animation de la table ronde « Renforcer la capacité de production et de distribution locales », Regional Dialogue on Improving Access to Locally Produced Nutritious and Safe Complementary Foods in Low- and Middle-Income Countries, organisé par la Commission européenne, le Micro-nutrient Forum et le Programme alimentaire mondial, Dakar, 2-3 décembre 2024.

**Le Corre M.**, participation à la table ronde « Comment la régulation peut-elle contribuer à lutter contre les inégalités sociales et territoriales ? », du séminaire « Les défis de la régulation des services d'eau et d'assainissement », AFD et OCDE, Paris, 3 décembre 2024.

**Le Corre M.**, participation à la table ronde « Les services publics par-delà l'État : opportunités et risques pour une action publique repensée dans les pays du Sud », 16<sup>e</sup> conférence internationale de recherche de l'AFD « De la recherche à l'action : des résultats au service des politiques publiques », Paris, 5 décembre 2024.

**Lecourt S., Hamilton C., Lashermes N, Rachmuhi V.,** Bedu O., Chiappero F., Hinschberger B., organisation et animation de la Semaine des pépinières urbaines, Nairobi, 3-7 juin 2024.

**Levard L.**, animation, atelier de formation à l'évaluation de l'agroécologie, Cuzco, Pérou, 22-27 juin 2024.

**Moreau E.**, participation à la table ronde « Enjeux opérationnels des projets multisectoriels », séminaire de restitution de la phase 1 du programme des 3x1 % visant à renforcer l'accès aux services essentiels par une mobilisation accrue des acteurs Eau-Assainissement-Déchets-Énergie *via* une approche intégrée des services essentiels et les 1 % solidaires, Paris, 4 avril 2024.

**Quelin G.**, intervention à la session « Atelier Ma Terre, spécial justice sociale » aux Rencontres Savoir habiter la Terre et ses limites, Lille, 30 septembre-2 octobre 2024.

**Quelin G.**, participation au webinaire « Take action and understand climate adaptation! », organisé par Egis Foundation, 20 février 2024.

**Rangé C.**, introduction à la journée d'animation thématique « Foncier rural et expertise dans les contextes de (post) guerres : éclairages depuis la Birmanie, le Soudan et l'Éthiopie », Pôle foncier, Gret et Comité technique « Foncier & développement », 5 décembre 2024.

**Renault S., Enten F.**, animation du webinaire « La communication pour le changement social et comportemental en nutrition : campagnes de sensibilisation en milieu urbain au Sahel dans le cadre du projet Meriem », 27 février 2024.



## FORMATIONS ET INTERVENTIONS ACADÉMIQUES

**Allaverdian C.**, Enjeux fonciers en milieu multi-fonctions, étude de cas dans le delta de l'Irrawady, master ESAT, Montpellier SupAgro, 3 h.

**Allaverdian C.**, Les agricultures d'Asie du Sud-Est, cours dans le cadre d'un module de master Worldwide agricultures, Bordeaux Sciences Agro, 2 h 30.

**Allaverdian C., Levard L.**, Économie des ménages agricoles, M1 Développement agricole et politiques économiques, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 24 h.

**Benkahla A.**, participation à une table ronde organisée par les étudiants de première année sur le thème « Quels systèmes de production et quel accès aux ressources pour nourrir l'humanité ? », AgroParisTech, 2 h.

**Broutin C.**, Comptabilité, analyse économique de petites activités, licence professionnelle Chargé-e de projet de solidarité internationale et développement durable, université Bordeaux Montaigne, 15 h.

**Broutin C.**, Traitement de données d'enquêtes, licence professionnelle Chargé-e de projet de solidarité internationale et développement durable, université Bordeaux Montaigne, 3 h.

**Carlier R.**, Montage de projets de développement, M1 Expertise en population et développement, université Paris Cité, 32 h.

**Daoui C.**, Outils, méthodes et pratiques du projet, Master d'urbanisme et aménagement, M2 Expertise internationale, villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, université Gustave Eiffel, université Paris-Est Créteil, 24 h.

**Durand E.**, cours et atelier en gestion de projets de solidarité internationale, M1 Développement et solidarité internationale, Sciences Po Toulouse, 40 h.

**Daugeard M.**, Ressources et conflits environnementaux en Amérique latine, M2 Master de l'enseignement, de l'éducation et de la formation (MEEF), université Sorbonne Paris Nord en collaboration avec l'université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, 6 h.

**Daugeard M.**, Retour sur le projet Gestion intégrée des périphéries des aires protégées au Togo (PALCC+/GIPAP), master Études du développement, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 3 h.

**Desbleds L.**, Les communs : vers des gouvernances alternatives ?, M2 Gestion de l'eau et développement local (GEDELO) et Nouvelles ruralités, agricultures et développement (NOURAD), université Paris Nanterre, 18 h.

**Enten F.**, Crises et vulnérabilité alimentaires, M1 Étude du développement, parcours Crises : intervention d'urgence et actions de développement, IEDES, université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 15 h.

**Gennetais A.**, Programme de développement sensible à la nutrition, UE Alimentation et lutte contre la malnutrition, dernière année du diplôme d'ingénieur, AgroParisTech, 3 h 15.

**Guèye B.**, Séminaire sur l'ingénierie en développement local, M2 Ingénierie en développement local, université Gaston Berger, Saint-Louis, 6 h.

**Le Corre M.**, Accès aux services essentiels et responsabilité sociétale, master Eau pour tous, AgroParisTech, 16 h.

**Le Corre M.**, L'hydraulique villageoise : quelques notions, M2 Sciences et génie de l'environnement, Systèmes aquatiques et gestion de l'eau (SGE-SAGE), cours Eau et assainissement dans les pays en développement, École nationale des ponts et chaussées, 1,5 h.

**Lecourt S.**, Les pépinières urbaines : dispositif d'aménagement participatif des espaces publics, intervention dans le master ISUR, Sciences Po Rennes, 3 h.

**Levard L.**, Politiques publiques et régulations internationales, M2, option Développement agricole et rural pour le Sud, parcours Marchés, organisation, qualité, services dans les agricultures du Sud, IRC, SupAgro Montpellier, 11 h.

**Levard L.**, Les politiques commerciales au service du développement : le cas du secteur laitier en Afrique de l'Ouest, spécialisation Développement agricole et agriculture comparée, AgroParisTech, 3 h.

**Levard L., Allaverdian C.**, Stratégies et politiques de développement agricole dans les pays en développement – Politiques et accords commerciaux concernant l'agriculture, M2 Développement agricole durable : la sécurité alimentaire pour le développement, université Paris-Saclay, 30 h.

**Rachmuhl V.**, responsable de l'atelier Planification au Sud « Sustainable Urban Regeneration of Downtown Monterrey. Study of the City Center Cultural Corridor », Master d'urbanisme et aménagement, M2 Expertise internationale, villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, université Gustave Eiffel, université Paris-Est Créteil, 60 h.

**Rachmuhl V.**, responsable du cours Projet urbain, planification, stratégie, M2 Urbanisme et expertise internationale, Option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, université Gustave Eiffel, université Paris-Est Créteil, 12 h.

**Rachmuhl V.**, préparation et suivi des stages, M2 Urbanisme et expertise internationale, option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, université Gustave Eiffel, université Paris-Est Créteil, 6 h.

**Rachmuhl V.**, Informalités urbaines : impact et accompagnement social des déplacements forcés dans les opérations urbaines, M2 Urbanisme et expertise internationale, option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, université Gustave Eiffel, université Paris-Est Créteil, 6 h.

**Rachmuhl V.**, Rôle du foncier dans les dynamiques d'intégration et de marginalisation des quartiers précaires et de leurs habitant·e·s, cours Approches thématiques, M2 Gestion territoriale du développement durable, université Bordeaux Montaigne, 8 h.

**Rachmuhl V., Simonneau C.**, organisation et animation d'une table ronde « Éthique des métiers de l'urbanisme à l'international », M2 Urbanisme et expertise internationale, Option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, université Gustave Eiffel, université Paris-Est Créteil, 3 h.

**Rangé C.**, co-responsable du séminaire « Environnement, développement et gestion des espaces ruraux », M2 Dynamiques des pays émergents et en développement (DynPED), université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, université de Paris et AgroParisTech, 12 h.

**Régeard N.**, Agricultures urbaines et bioéconomie circulaire en République du Congo, M2 Urbanisme et expertise internationale, Option Urbanisme et villes des Suds, École d'urbanisme de Paris, université Gustave Eiffel, université Paris-Est Créteil, 3 h.

**Régeard N.**, encadrement projet tutoré Mémento déchets économie circulaire, M2 Gestion des territoires et développement local, parcours Transition écologique, déchets et économie circulaire en Afrique (TREDECA) et Politiques territoriales de développement durable (POLITER), Le Mans université, 10 h.

**Régeard N.**, formation à distance Bioéconomie circulaire, M2 Gestion des territoires et développement local, parcours Transition écologique, déchets et économie circulaire en Afrique (TREDECA), Le Mans université, 8 h.

**Régeard N.**, Géographie des déchets, rudologie et projet de développement : étude de cas à Nkayi (Congo), M2 Management et ingénierie des déchets – économie circulaire, Le Mans université, 5 h.

**Renault S.**, Le Gret, un acteur de terrain dans les champs de la santé, de la nutrition et de la protection sociale, École UniLasalle, parcours Communication en santé des populations, alimentation durable et marketing social, Beauvais, 3 h.

**Thibault D.**, La fonction de chef-fe de projet, master Mention Économie sociale et solidaire parcours Analyse de projet et développement durable (APDD), faculté des sciences économiques, Rennes, 12 h.

**Thibault D.**, La fonction de chef-fe de projet, 5<sup>e</sup> année, ISTOM, Angers, 6 h.

**Trouvadis A.**, Émergence, adaptation, évaluation et développement de pratiques agroécologiques dans les systèmes alimentaires : étude de cas en Guinée, 3A dominante Agroécologie pour des productions végétales durables (APOGEE), Institut Agro Dijon, 3 h. ■

## LISTE DES SIGLES

### **AFD**

Agence française de développement

### **AVSF**

Agronomes et vétérinaires  
sans frontières

### **CFSI**

Comité français pour la solidarité  
internationale

### **CIRAD**

Centre de coopération internationale  
en recherche agronomique pour le  
développement

### **CSU**

Couverture santé universelle

### **CTAS**

Centre technique agro-écologique  
du Sud (Madagascar)

### **CTFD**

Comité technique « Foncier &  
Développement »

### **FASUREP**

Fédération des associations  
d'usagers des réseaux d'eau potable  
(Sénégal)

### **FdF**

Fondation de France

### **GIRE**

Gestion intégrée des ressources  
en eau

### **IRAM**

Institut de recherches et  
d'applications des méthodes  
de développement

### **IRD**

Institut de recherche pour le  
développement

### **JADE**

Convention programme « Jeunes  
actrices du monde  
de demain » (Gret)

### **OCDE**

Organisation de coopération et  
de développement économiques

### **OFOR**

Office national des forages ruraux  
(Sénégal)

### **PAFAO**

Programme Promotion de l'agriculture  
familiale en Afrique de l'Ouest

### **PCCADISM**

Plateforme de concertation et  
d'appui au développement durable  
de Sainte-Marie (Madagascar)

### **PDDO2**

Programme de développement  
durable de Ouagadougou  
(Burkina Faso)

### **PUO**

Pépinière urbaine de Ouagadougou  
(Burkina Faso)

### **TPME**

Très petites et moyennes entreprises

### **UE**

Union européenne

### **UMR**

Unité mixte de recherche



LES ACTIONS DU GRET  
S'INSCRIVENT DANS LE CADRE DES

# OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE





↑ Conçu dans le cadre du projet Pépinière urbaine d'Antananarivo à Madagascar, le Kianja Andraisoro est un espace multiculturel et multisport, animé et géré par un club local de basketball.  
© Sitrakiniaina Princia Randrianarivony / Gret

**GRET**

POUR TOUT COMPLÉMENT D'INFORMATION :  
[gret.org](http://gret.org) — [gret@gret.org](mailto:gret@gret.org)

LE GRET EST MEMBRE DE COORDINATION SUD,  
DE LA CITÉ DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DU GROUPE INITIATIVES.

